

Berne et les troubles du Bas-Valais en 1790

Louis JUNOD

Les Archives d'Etat de Berne renferment de nombreux documents intéressants sur les troubles du Bas-Valais en 1790, mais les renseignements qu'ils contiennent ne semblent pas avoir été fréquemment utilisés ; on n'en a en tout cas pas tiré tout le parti possible. Le seul historien qui en ait fait un usage de quelque importance est un historien bernois, C. Morell, qui publiait, il y a plus de cent ans, une étude intitulée *Unruhen in Unterwallis 1790*¹. Die-rauer, dans son *Histoire de la Confédération suisse*², mentionne cette étude, mais les historiens du Valais, Hilaire Gay³ et le chanoine Grenat⁴, ne semblent pas avoir connu cet article, qu'ils ne citent pas. Un autre historien, vaudois celui-là, Paul Maillefer, dans *Le Pays de Vaud de 1789 à 1791*⁵ a utilisé quelques-uns des documents des Archives de Berne pour son exposé, mais lui non plus ne mentionne pas le travail de C. Morell.

Nous nous proposons, dans la présente étude, d'utiliser dans cette riche source une partie de ce qui est inédit et dont les indications ne se retrouvent pas aux Archives de Sion, et de mettre en lumière la politique de Berne en cette circonstance.

Ces documents sont contenus d'une part dans les volumes 13 et 21 des *Actes du Conseil Secret*⁶, d'autre part dans les volumes 7 et

¹ C. Morell, *Unruhen in Unterwallis 1790*, dans *Archiv des Historischen Vereins des Kantons Bern*, Band III, Heft I (1855), pp. 1-37.

² Traduction française, 1^{re} édition, tome IV, Lausanne, 1913, p. 465.

³ Hilaire Gay, *Histoire du Vallais depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours*, tome II, Genève et Paris, 1889, pp. 81-83.

⁴ P.-A. Grenat, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, pp. 414-432.

⁵ Thèse de Lausanne, 1892, pp. 51-56.

⁶ Nous les citerons ACS.

8 des *Manuaux du Conseil Secret*⁷. Les *Manuaux* renferment, dans l'ordre chronologique, non pas les délibérations du Conseil Secret, mais les minutes des lettres et des rapports émanés de cette autorité. Les *Actes*, au contraire, sont des onglets artificiels de pièces, rangées dans un ordre approximativement chronologique, et consistant essentiellement en correspondances reçues de divers correspondants sur un sujet particulier, en l'occurrence les événements du Valais ; on y trouve parfois aussi une copie de l'expédition d'une pièce dont la minute se trouve dans les *Manuaux*.

Le Conseil Secret, émanation du Petit Conseil, était chargé de la surveillance de l'opinion publique, des relations avec les puissances étrangères ou alliées, et, d'une façon générale, de la sécurité de l'Etat. Son rôle, important en temps normal, devint de premier plan dès les débuts de la Révolution française : si ses *Manuaux* couvrent la période de 1641 à 1789 en un peu moins de six volumes, ils n'en comptent pas moins de onze pour les années 1789 à 1797.

Il convient enfin de noter que, si Zurich est le Vorort, chargé officiellement des relations de la Confédération avec les puissances étrangères, le gouvernement bernois a pris une part très active à la solution de tous les problèmes posés par le développement des événements révolutionnaires en France ; comme il était le canton le plus puissant de la Confédération, il a souvent pris l'initiative de telle mesure. Dans le cas particulier, il était le premier intéressé par ce qui se passait dans le Bas-Valais, auquel il touchait par le gouvernement d'Aigle ; aussi trouve-t-on dans ses archives l'essentiel de ce que fut la politique de la Suisse dans ces années troublées. Le Conseil Secret était renseigné par les baillis bernois, par les agents qu'il entretenait au-dehors et qui en vinrent à former un véritable service de renseignements ; et aussi par les délégués qu'il envoya à plusieurs reprises au Pays de Vaud, lorsque les circonstances lui parurent assez graves pour justifier l'envoi d'un représentant de haut rang. C'est ainsi que le gouvernement bernois mit à la tête des troupes levées pour assurer la protection des frontières du gouvernement d'Aigle, dans cet automne 1790, un homme de valeur et clairvoyant, le sénateur Emanuel-Friderich Fischer, dont les rapports détaillés se succédèrent tous les trois ou quatre jours, au nombre total de trente, du 17 septembre au 24 décembre 1790⁸.

⁷ Nous les citerons MCS.

⁸ ACS XIII, pièces 47, 50, 60, 62, 70, 71, 73, 77, 82, 89, 91, 93, 95, 97, 99, 100, 104, 119, 129, 130, 142, 159, 161, 163, 172, 176 et 181 ; ACS XXI, pièces 8, 10 et 11.

Les désordres du Bas-Valais sont intéressants à étudier, parce qu'ils présentent un double caractère, comme l'avait déjà noté Morell⁹ : celui d'un mouvement proprement révolutionnaire, directement inspiré par les nouvelles venues de France, et celui d'un mouvement modéré de notables, soucieux de leurs responsabilités, qui ne songent qu'à se protéger et à protéger leurs concitoyens contre des abus patents, qui demandent à être mis au bénéfice de leurs anciens droits et privilèges, dont ils ont été abusivement frustrés. Cette attitude modérée rappelle celle des Conseils de Morges dans l'affaire dite du « grand chemin » dans les années 1782 et suivantes¹⁰.

Si c'est le caractère révolutionnaire qui l'emporte dans les scènes de violence du début, tôt après c'est la tendance modérée qui se marque, lorsque des notables prennent la tête du mouvement, pour le guider vers un but précis, pour l'empêcher de dégénérer, pour s'efforcer de le freiner en en assumant la direction.

Les premiers désordres, ceux du mercredi 11 août 1790 à Martigny, furent signalés au Conseil Secret par le gouverneur d'Aigle, de Diesbach, dans une lettre du 15 août :

« De différents côtés m'est parvenu le rapport qu'un soulèvement s'est produit à Martigny le mercredi 11 du courant ; quelques centaines d'hommes armés s'y sont rassemblés et y ont réclamé du magistrat les comptes de quelques milliers d'écus qui appartiennent à la communauté, comme aussi de jouir du droit ancien d'élire le châtelain de Martigny sans avoir besoin de la ratification de la diète. Cette demande doit leur avoir été accordée par le grand-bailli Sigristen, venu de Sion à Martigny pour apaiser ce soulèvement, si bien que la tranquillité générale a été rétablie.

Mais on parle abondamment d'un prochain soulèvement dans le Val d'Illiez, dont l'objet doit être de mettre fin au paiement des dîmes et des cens fonciers. Si ce soulèvement ne devait pas être apaisé aussi rapidement que celui de Martigny, et si même de plus il devait s'en produire un à St-Maurice, je demande respectueusement à Vos Excellences de bien vouloir m'indiquer ce que je devrais faire au cas où le gouvernement du Valais viendrait à demander de l'aide...¹¹ »

Paroles prophétiques, dirait-on, si l'on ne se trouvait pas tout simplement en présence d'un homme parfaitement bien renseigné sur le mécontentement général des administrés du Bas-Valais à l'égard de leurs baillis et gouverneurs.

⁹ *Op. cit.*, pp. 3 et suiv.

¹⁰ Voir à ce sujet Emile Küpfer, *L'affaire du « Grand Chemin » à Morges, de 1782 à 1792*, dans *Mélanges Charles Gilliard*, Lausanne, 1944, pp. 459-466.

¹¹ ACS XIII, pièce 1, lettre originale autographe en allemand.

Trois jours plus tard, le 18 août, le Conseil Secret répondait au gouverneur d'Aigle que, en cas de soulèvement, l'appel à l'aide du gouvernement du Valais devrait être adressé directement au gouvernement bernois. Mais si le gouverneur d'Aigle était informé, en toute certitude, d'un soulèvement dans la région, il devait prendre immédiatement les mesures nécessaires pour assurer la protection du pays bernois : occuper le pont de Saint-Maurice et les quatre bacs du Rhône, avec quelques hommes sûrs, et leur payer leur solde sur le compte du Souverain ; de plus avertir aussitôt le gouvernement de tout ce qui se passerait ¹².

Le Conseil Secret se préoccupait en outre d'avoir d'autres sources de renseignements, puisque, le 21 août, il autorisait le directeur des salines Tschiffeli, à Roche, à faire envoyer quelques louis à un ecclésiastique savoyard « pour obtenir de lui des renseignements sur la fermentation qui doit régner en Valais ¹³ ».

Fermentation il y avait en effet, provoquée par le mécontentement des populations contre leurs baillis. Rovéréa, dans ses *Mémoires* ¹⁴, donne des détails précis sur les exactions des gouverneurs. Des notables du Bas-Valais devaient, quelque temps plus tard, remettre au sénateur Fischer un exposé documenté des abus dont ils étaient les victimes ; ce document mérite d'être reproduit in extenso ¹⁵.

Le gouvernement bernois n'avait donc pas tort de penser que la « fermentation » dans les esprits, le mécontentement, dirons-nous, couvait dans le Bas-Valais, et que des scènes de violence pouvaient éclater du jour au lendemain. Un premier incident, non relevé jusqu'ici, est celui qui donna lieu à la lettre suivante, adressée le 23 août 1790 au bailli d'Aigle par le gouverneur de Saint-Maurice, Bernard Dallèves :

« Un événement de la nuit dernière me met dans la nécessité de vous écrire, non seulement pour vous faire part de ce qui est arrivé, mais afin de prévenir, s'il est possible, ce qui pourrait résulter de fâcheux (d') une seconde tentative de ce genre.

Entre une et deux heures ce matin, on a tiré contre le château de Saint-Maurice environ dix-huit coups de fusil chargé à balles ou à quartier, autant qu'on peut le conjecturer par les sifflements entendus par le sieur

¹² MCS VII, pp. 313-314 ; et ACS XIII, pièce 2 ; minute et copie en allemand.

¹³ MCS VII, p. 319, minute en allemand.

¹⁴ F. de Rovéréa, *Mémoires*, t. I, Berne, Zurich, Paris, 1848, pp. 42 et suiv.

¹⁵ On le trouvera à la fin de cet article, dans l'Appendice I, pp. 145-148.

Escher, lieutenant à votre porte près du pont du Rhône, qui, à ce que je crois, vous en aura fait le rapport, par un morceau de plomb qu'on a trouvé ce matin sur le toit du logement du garderière la porte de Valais, placé précisément au-dessous des fenêtres de la chambre où je couche, et par le plâtre qui est tombé des murs du château dans le grand chemin, où on peut encore en voir des vestiges, et par le bruit extraordinaire que j'en ai entendu moi-même de mon lit. Il y a tout lieu de croire que ces coups ont été tirés des hauteurs sur votre canton, vis-à-vis du château, où on trouve des vestiges récents des pas d'hommes à souliers non ferrés, et qui n'ont pas l'air d'être de la lie du peuple. Je n'étends pas mes observations plus loin, Monsieur et très honoré Voisin ; mais je vous prie de vouloir donner des ordres assez prompts et assez précis pour que cela n'arrive plus ; non que je craigne pour ma vie, je saurai bien la mettre à l'abri des efforts d'ennemis aussi méprisables que ceux que je crois avoir lieu de soupçonner, mais pour ôter à mon épouse, qui est enceinte, tout sujet de nouvelle et semblable frayeur, vous prévenant d'ailleurs que, si l'on récidive, je ferai tirer de mon côté, et peut-être avec plus d'effet qu'on ne l'a fait hier contre moi. Persuadé, Monsieur et très honoré Voisin, que vous ne désirez, ainsi que moi, que le bon voisinage et la paix, je ne doute nullement que vous ne fassiez à mon égard les démarches que je ferais moi-même pour vous en pareil cas, et j'ai l'honneur d'être, avec une haute considération et tout le respect possible...¹⁶ »

Le même jour, 23 août, en effet l'inspecteur du pont de Saint-Maurice du côté bernois, Aescher, faisait un long rapport au bailli d'Aigle ; il avait bien entendu les coups de feu dans la nuit, mais n'ayant vu personne, il avait supposé qu'il y avait quelque feu d'artifice ou « tiraillement » sur la place de foire de St-Maurice, comme cela arrive très souvent. Ce n'est qu'au matin qu'il accompagna un charpentier de St-Maurice qui voulait aller voir l'emplacement d'où l'on avait tiré pendant la nuit ; ils y trouvèrent des traces de pas de deux hommes dans une terre labourée, et de la bourre dans un pré et sur le sentier qui monte dans les vignes au-dessus du corps de garde. L'emplacement était situé exactement vis-à-vis du front du château. Aescher croyait qu'on avait simplement tiré à blanc, jusqu'au moment où il apprit de couvreurs valaisans que l'on avait retrouvé des morceaux de balles de plomb dans la muraille du château, du mortier fraîchement tombé sur le toit en contre-bas, et surtout que les deux fenêtres visées par les tireurs étaient celles de la salle où dormait le gouverneur, qui avait son lit vis-à-vis d'une des fenêtres¹⁷.

¹⁶ ACS XIII, pièce 8, copie d'un original en français.

¹⁷ ACS XIII, pièce 7, copie d'un original en français.

Il s'agissait bien d'une tentative d'assassinat, ou en tout cas d'intimidation, commise du territoire bernois contre le gouverneur valaisan de St-Maurice. Le bailli d'Aigle, R. de Diesbach, s'empressa d'en aviser le jour-même le Conseil Secret de Berne, et de faire garder l'endroit d'où l'on avait tiré, pour empêcher toute récidive¹⁸. Le Conseil Secret, dans sa séance du 26, donna l'ordre au bailli d'Aigle de faire patrouiller dans les environs du corps de garde du pont de St-Maurice, d'ouvrir une enquête et de promettre quatre cents florins de récompense à celui qui amènerait la découverte des coupables¹⁹. Les coups de feu avaient été tirés du territoire bernois, peut-être par des Vaudois ou avec la complicité de Vaudois, c'est ce qui explique les mesures prises par le gouvernement bernois, et l'attention accordée à l'événement.

L'émeute attendue éclata à Monthey le 8 septembre 1790, jour de la foire. Le chanoine Grenat raconte les deux incidents qui la provoquèrent, la tentative par le gouverneur Schiner de saisir illégalement d'abord un moule à fromage en bois vendu par la femme Gex, puis la jument du gros Bellet, et l'irritation populaire qui en résulta. Il dit ensuite qu'une quarantaine de montagnards du Val d'Illicz, « accompagnés de Vaudois, de Savoyards et de gens des communes environnantes », se portèrent à l'assaut du château. Nous doutons fort que des Vaudois aient été mêlés à l'affaire. LL. EE. de Berne, si soucieuses de contrôler l'opinion publique chez leurs sujets, en auraient été avisées et auraient ouvert une enquête, comme elles le firent en d'autres occasions. Or, les documents de Berne n'en parlent pas. Nous ne voyons pas sur quoi repose l'affirmation de Grenat, qui était un peu trop porté à voir partout « l'hydre de la Révolution » à l'œuvre. Les Archives de Berne renferment par contre une lettre autographe du gouverneur Schiner, qu'il adressa le lendemain 9, de St-Maurice, « à son illustre Seigneurie De Diesbach, Seigneur Gouverneur des Quatre Mandemens d'Aigle &cet., à Aigle, en son château d'Aigle ». La voici, dans son texte original en français :

« C'est le malheur le plus grand, hors la mort, qui m'ait pu arriver et m'est arrivé effectivement depuis les deux heures de l'après-dîner de hier jusqu'aux 9 heures de la nuit, qui me motive à vous en faire part, afin que, par l'assistance et providence divine et vos sages directions, et les

¹⁸ ACS XIII, pièce 6, original autographe en allemand.

¹⁹ MCS VII, p. 322, minute en allemand ; et ACS XIII, pièce 9, copie.

conseils de votre Souverain, vous puissiez échapper un pareil ; c'est une émeute de mon gouvernement contre ma personne et les miens, dans laquelle on m'a chassé à coups de pieds, et des chaises brisées sur mon corps, hors du château, en attendant à mes jours, et de laquelle je n'ai pu me sauver, avec ma femme, que par un miracle visible de Dieu ; plaise à Dieu que mes enfants, mes sœurs, mon oncle, M. le grand vicaire, mes effets, mes domestiques, mes meubles, et le peu que j'ai, n'ait pas subi le sort le plus déplorable d'une mort violente et dépérissement total ; au moins je sais que l'on m'a tout brisé, presque tué mon page, et mon curial, de la vie duquel je n'en ai encore à ce moment (neuf heures du matin), point de nouvelles consolantes ; Dieu veuille que cela se termine par là, et surtout la providence veuille préserver votre Etat d'une pareille catastrophe, et surtout votre illustre personne, pour le bien-être de laquelle et de toute sa noble famille je m'épanche tout en vœux ; excusez cette démarche, la bonne harmonie et intelligence respective m'ont paru exiger de moi cette communication, qui vous sera au moins un faible échantillon des vœux de notre Souverain pour la conservation du Vôtre et le rétablissement du Nôtre, et surtout de mon estime particulière pour Son illustre Seigneurie, de laquelle j'ai l'honneur de me dire le plus respectueusement et sincèrement . . . ²⁰ »

Le jour même de l'émeute, le gouverneur d'Aigle avait été informé de ce qui s'était passé à Monthey, et le lendemain il recevait un rapport en allemand, écrit la veille au soir à huit heures par Joh. Aescher, l'inspecteur du pont de St-Maurice. En voici la traduction :

« Selon le rapport certain de quelques personnes arrivées de Monthey, une émeute s'est produite aujourd'hui après quatre heures à la foire de l'endroit. Une foule de paysans venus du Val d'Illiez et se trouvant à la foire doivent avoir maltraité le curial, pour des raisons inconnues, puis, armés de bâtons, s'être rendus avec fureur et violence au château et y avoir pénétré, apparemment pour en faire de même au gouverneur ou même pour le tuer. Comme il avait réussi à s'échapper après avoir reçu un coup au bras, et qu'il s'était réfugié avec sa femme dans la maison du châtelain Galley, la bande des émeutiers a commis la plus affreuse dévastation dans le château, cassant et endommageant tout ce qui leur tombait sous la main ; ensuite, ayant appris la fuite du gouverneur, ils l'ont cherché aussi dans la maison du châtelain Galley, l'ont réclamé et ont voulu l'enlever. Comme le châtelain a refusé de le leur livrer, il a été, ainsi que sa femme, battu jusqu'au sang en dépit de ses appels à l'aide. Mais le gouverneur et sa femme ont dû réussir à s'échapper de là aussi et doivent, à ce que l'on dit, s'être enfuis, à pied et sans rien, à St-Maurice.

» N.B. — Cette fuite doit rester aussi secrète que possible. Le lieutenant Darbellay s'est aussi réfugié à St-Maurice, parce qu'on le menaçait également.

²⁰ ACS XIII, pièce 12.

Les portes au corps de garde de St-Maurice ont été fermées aussitôt que le gouverneur et sa femme sont arrivés, par crainte qu'on ne les poursuive jusque là, ou que l'on en agisse de même à l'égard du gouverneur de St-Maurice. D'après les dernières nouvelles qui viennent de me parvenir, la sédition est calmée à Monthey, et les bandes d'émeutiers se sont retirées en jubillant tous ensemble d'allégresse au Val d'Illicz ; c'est tout ce que je puis vous rapporter en ce moment ; je vais m'informer exactement et vous faire rapport, j'ai donné l'ordre aux hommes de la patrouille d'être très vigilants ²¹. »

Le 9 septembre, le bailli de Diesbach s'empresse d'informer des événements le Conseil Secret. Sa lettre, en allemand, résume la lettre de l'inspecteur Aescher, tout en ajoutant des renseignements d'autre source, que voici :

« Actuellement M. Schiner doit s'être enfui de St-Maurice à Sion avec M. le gouverneur Dallèves. Aujourd'hui encore, d'après le rapport qui vient de me parvenir, les paysans doivent continuer leur soulèvement à Monthey. Ils doivent essayer aussi de gagner à leur cause les gens de St-Maurice et leur promettre l'aide de quelque mille Savoyards qui, à ce qu'on dit, doivent être dans le voisinage. Dès que j'aurai appris quelque chose de certain à ce sujet, je ne manquerai pas de vous en prévenir en toute hâte. Dans l'attente de vos indications et de vos ordres, j'ai fait occuper par des hommes armés tous les passages vers le Valais, avec la consigne de ne laisser franchir la frontière à aucun individu armé... Si ce soulèvement s'étendait à tout le Bas-Valais, comme je le crois, on ne pourrait éviter de surveiller les frontières et le Rhône dans ce gouvernement ²². »

La fuite peu glorieuse et précipitée du gouverneur Dallèves s'explique apparemment à la fois par le tableau impressionnant qu'a dû lui faire Schiner des événements de Monthey, et par la fusillade dont il avait failli être lui-même la victime dans la nuit du 22 au 23 août. Cette fuite fit une profonde impression à St-Maurice et fut, aux dires des gens du lieu, la cause directe des troubles dont leur ville fut alors le théâtre.

« Personne, dit un texte remis à Fischer un peu plus tard, personne n'a été plus étonné que nous l'avons été, lorsque le dixième septembre matin l'on vit partir Madame la Gouvernante en cabriolet, accompagnée d'un gentilhomme bas-valaisan, apprenant en même temps le départ nocturne et inopiné du gouverneur, ne sachant à quoi l'attribuer qu'à une terreur panique, craignant un sort très mérité, ayant vu ce qui était arrivé à Monthey. Cependant, avant son départ, plusieurs membres respectables du conseil de St-Maurice lui ont offert asile chez eux, lui disant qu'il ne devait point nous abandonner

²¹ ACS XIII, pièce 5, copie d'un original en allemand.

²² ACS XIII, pièce 4, original autographe en allemand.

dans un temps aussi dangereux que terrible pour tous, et qu'il ferait notre bien et celui de l'Etat ; cependant il est parti²³. »

Un autre document, présenté par les autorités de St-Maurice au gouvernement valaisan, s'exprime dans le même sens :

« Le lendemain, le 9, le représentant de Vos Excellences, saisi d'une terreur qu'on oserait dire panique, ne se croyant pas en sûreté dans son château, malgré les représentations qui lui furent faites par les chefs de notre bourgeoisie, la promesse solennelle de le défendre en cas d'attaque, et l'offre d'un asile dans nos propres maisons s'il le croyait plus sûr, voulut absolument partir, et abandonna le poste que Vos Excellences lui avaient confié.

» Pourquoi est-il parti ? Pourquoi n'a-t-il pas en partant donné les ordres nécessaires pour instruire un chacun de ce qu'il devait faire ? Nous l'ignorons, mais c'est à cette fuite précipitée (nous osons le dire), que nous devons tous les maux qui nous ont accablés depuis.

» Le bruit du départ du représentant de Vos Excellences s'étant dès le lendemain répandu dans le public, personne ne se trouvant revêtu de l'autorité suffisante pour administrer la justice, faire observer les lois, se faire respecter et obéir, le peuple a cru n'avoir plus de frein pour le retenir, plus d'autres règles à observer que son caprice, et en un mot, qu'étant abandonné de son Souverain par la fuite de son représentant, tout lui était permis, et qu'il pouvait impunément se livrer à tous les excès que sa cupidité, sa vengeance ou d'autres intérêts particuliers pouvaient lui suggérer²⁴. »

Le soulèvement sévit donc à St-Maurice dès le 10 septembre, sitôt après la nouvelle du départ des deux gouverneurs, et non quatre jours après les événements de Monthey, comme le dit Grenat²⁵.

S'il en faut d'autres preuves que le texte qui précède, nous avons les deux lettres écrites le 10 septembre au Conseil Secret de Berne par le gouverneur de Diesbach, la première à midi, la seconde à onze heures du soir. Nous en traduisons l'essentiel :

« En cet instant, on me fait le rapport qu'il s'est passé à St-Maurice la même chose qu'à Monthey, et que tous y portent la cocarde nationale, et que l'on contraint avec menaces à l'arborer tous ceux qui passent à St-Maurice. On doit tenir aussi à Bex bien des discours imprudents ; c'est pourquoi j'ai l'honneur de demander et de demander instamment à Vos Excellences de prendre avec la plus grande hâte possible les mesures nécessaires à la mise en place d'un fort cordon, pour assurer la sécurité des frontières. En attendant, je prendrai les mesures nécessaires pour prévenir d'autres maux...²⁶ »

²³ ACS XIII, pièce 103, fin de la page 10.

²⁴ ACS XIII, pièce 135, annexe lettre D.

²⁵ *Op. cit.*, p. 418.

²⁶ ACS XIII, pièce 3, original autographe en allemand.

« Le soulèvement et l'insurrection dans le Bas-Valais sont déjà au plus haut point ; tout le Bas-Valais s'est confédéré, plusieurs communes de la Savoie se sont jointes aussi à la conspiration ; plusieurs Valaisans se sont enfuis et se trouvent à Bex, le châtelain Galley, M. le major de Rivaz de Monthey et d'autres. Cette nuit doit se tenir à St-Maurice une confédération générale. M. Jacques de Quartéry en a été nommé le chef et le général ; on porte les cocardes et l'on oblige ceux qui passent à les arborer. La fermentation est déjà forte à Bex. Je demande encore une fois la décision rapide d'établir un cordon de quinze cents à deux mille hommes. Si Vos Excellences ne mettent pas sur pied en toute hâte des troupes, sous un commandant stationné à Bex, dans quelques jours l'insurrection gagnera aussi ce pays... Actuellement tous les passages sont occupés avec l'ordre de ne laisser passer aucun homme armé, avec la consigne aussi de n'admettre sur ces terres aucun étranger porteur de cocardes, mais de les renvoyer. Les gens du Val d'Illiez payent tout, ce qui laisse supposer que de l'argent leur a été envoyé, et que cette insurrection est menée selon un plan préparé, dans lequel, sans doute, la Savoie et les terres de Vos Excellences doivent jouer leur rôle. Je prie encore Vos Excellences de considérer qu'il se trouve ici un arsenal avec douze canons ; comme les gens du Bas-Valais n'en ont point à leur disposition, ils pourraient facilement être tentés de s'emparer de ceux-ci. Je répète donc qu'un corps de troupes est le seul moyen qui reste de garantir l'ordre et la sécurité ; ces troupes devraient être en partie de langue allemande, en partie de ce gouvernement...²⁷ »

Le lendemain, 11 septembre, le bailli de Vevey, E. de Watteville de Belp, demandait en toute hâte au Conseil Secret de l'artillerie pour renforcer le passage de Chillon²⁸. Le soir à 9 heures, il écrivait une nouvelle lettre, en français cette fois, à l'avoyer de Steiger, pour préciser ses sujets d'appréhension ; en voici quelques passages :

« Je crois de mon devoir d'avoir l'honneur d'aviser Votre Excellence que, depuis le départ de ma lettre que j'ai adressée aujourd'hui à LL. EE. du Conseil Secret, j'ai eu occasion de voir plusieurs individus de cette ville, qui sont venus chez moi pour me dire que l'insurrection, la révolte dans le Bas-Valais, les nouvelles particulières que l'on a reçues de St-Maurice, que toutes ces nouvelles répandues donnent de l'inquiétude et qu'elles font naître une espèce de fermentation dans les esprits. L'on craint et l'on appréhende une émission dans notre pays de la part des séditieux valaisans et savoyards ; l'on manifeste le vœu de voir établi dans ce pays un corps de troupes sur pied prêt à repousser en cas de besoin les séditieux et aussi pour maintenir l'ordre et la paix dans notre pays.

» L'on est venu me demander avec beaucoup d'empressement si je n'ai pas donné des ordres pour établir un poste, un détachement au château de Chillon, j'ai répondu que j'attendrai à ce sujet des ordres de LL. EE.

²⁷ ACS XIII, pièce 11, original autographe en allemand.

²⁸ ACS XIII, pièce 14, original autographe en allemand.

» Le bruit s'augmente qu'il y a beaucoup de fermentation, beaucoup de dispositions à Bex pour suivre l'exemple des Valaisans, qu'il y a même de la correspondance établie entre Bex et St-Maurice ; si tout cela est bien ainsi, Votre Excellence jugera mieux que personne combien il serait à souhaiter et combien il serait à propos d'avoir un corps de troupes assuré, prêt à agir contre ceux qui commenceraient les premiers une insurrection ; si l'on manque le premier moment, nous sommes perdus sans ressources, c'est dans le principe, dans l'origine qu'il faut étouffer les désordres de cette nature...²⁹ »

Les rapports du bailli de Vevey comme ceux du bailli d'Aigle insistaient sur le danger de la contagion des idées et de l'exemple révolutionnaires parmi les sujets de Berne. Aussi ne faut-il pas s'étonner si, dès le lendemain, 12 septembre, le gouvernement prenait des mesures énergiques : il décidait d'envoyer immédiatement à Aigle et Bex, avec des pleins pouvoirs, le sénateur Emanuel-Friderich Fischer, avec comme adjoint pour les questions militaires le colonel de Watteville, ancien bailli d'Erlach. Les baillis d'Aigle, Vevey, Gessenay et Lausanne étaient informés des mesures prises et chargés de se mettre à la disposition de Fischer ; des troupes étaient levées et acheminées sur la région d'Aigle et Bex³⁰.

Le 13 au soir déjà, Fischer et Watteville étaient à Vevey, où ils mettaient au point avec le bailli les mesures qui le concernaient : mise sur pied de 500 hommes de son bailliage, et leur installation entre Chillon et St-Maurice³¹.

La situation était-elle aussi compromise en Valais qu'on l'avait craint à Berne ? Les premières mesures prises par les fonctionnaires bernois avaient-elles refroidi les émeutiers valaisans ? La prise en mains par des notables modérés de la direction des affaires dans le Bas-Valais avait-elle calmé les agitateurs ? Il est difficile de le dire, mais dès ce moment-là les rapports de Fischer et des autres fonctionnaires bernois vont présenter les choses sous un jour moins grave, en même temps que les collusions avec la Savoie ou avec la France révolutionnaire semblent s'évanouir, et qu'une certaine sympathie et de la compréhension pour les sujets valaisans apparaissent sous la plume de Fischer.

²⁹ ACS XIII, pièce 13, original autographe en français.

³⁰ MCS VII, pp. 354-358.

³¹ ACS XIII, pièce 43, lettre originale autographe en allemand du bailli de Vevey au Conseil Secret, Vevey, 14 septembre 1790.

Dans les jours qui suivent, les baillis d'Aigle et de Vevey continuent à renseigner le Conseil Secret de Berne et à lui communiquer tout ce qu'ils ont appris touchant les événements du Valais.

« ... Le soulèvement se poursuit en Valais, si bien que toutes les communes s'entendent et doivent tenir le 15 de ce mois une grande confédération générale ; il y a déjà plusieurs Valaisans qui se sont réfugiés à Bex et à Aigle. Une proclamation doit être publiée dans quelques jours, par laquelle ils seront tous rappelés par les insurgés, sous peine de voir leurs biens confisqués, au cas où ils n'obéiraient à la proclamation ... »

Suivent des détails sur les gardes établies le long de la frontière.

« En tout 32 hommes, à 10 batz par 24 heures de garde supplémentaire, car les gens disaient ouvertement qu'ils ne se laisseraient pas employer contre les Bas-Valaisans, aussi a-t-on dû bien payer pour cette garde ; elle a d'ailleurs bien fait son devoir, car tout est resté dans la plus grande tranquillité, quoiqu'il règne une assez forte fermentation, et que le peuple se rende en masse à St-Maurice pour assister aux délibérations publiques des insurgés.

» Je prie Vos Excellences de décider comment il devra en être avec la garde supplémentaire et sa solde ; mais je dois rappeler que si aucune troupe ne devait être mise sur pied, la fermentation dans tout le pays augmentera certainement ; on dit déjà publiquement ici que les cens fonciers et les dîmes ne doivent plus être payés au couvent de St-Maurice et au St-Bernard.

» La grande assemblée de la confédération de tout le Bas-Valais accroîtra la fermentation. M. Jacques de Quartéry, qui est chef de la confédération, a promis, sur mes représentations, d'interdire que les Valaisans portent la cocarde dans ce gouvernement d'Aigle ; comme ils les portaient dans leur sac, il devenait difficile de les empêcher de les arborer. La couleur de la cocarde de St-Maurice est rouge et blanche, celle de Monthey doit être blanche, rouge et verte.

» Comme on achète beaucoup de poudre et de munitions dans ce gouvernement, je prie Vos Excellences de me faire savoir si le transit pour le Bas-Valais doit être autorisé comme jusqu'à présent.

» Je dois encore prendre la liberté de représenter respectueusement à Vos Excellences que leur ordre de ne pas permettre le libre passage à des gens non suspects et non armés sans une permission spéciale ne peut pas être appliqué à cause de l'éloignement et de l'étendue des frontières ; son exécution provoquerait d'ailleurs la plus forte sensation et accroîtrait la fermentation des esprits d'ici ³². »

« ... En cet instant vient de revenir l'homme de confiance que j'avais envoyé dimanche après-midi à St-Gingolph, Monthey et St-Maurice ; il confirme tout ce que VV. EE. savent déjà, le soulèvement et les cris de liberté dans toutes les localités. Cet homme de confiance a pu, grâce à un ami, assis-

³² ACS XIII, pièce 44, lettre autographe en allemand du bailli d'Aigle au Conseil Secret ; Aigle, 14 septembre 1790.

ter à une assemblée tenue à Monthey, où le chef élu, M. Jacques de Quartéry, était présent, qui a assuré au peuple qu'il voulait le servir pour autant qu'il se conduirait convenablement et ne voulait pas recourir à la violence. Une circonstance essentielle est que deux des plus grandes paroisses, celles de Vérossaz et de St-Maurice, ne s'entendent pas du tout, parce que la première doit payer à la ville de St-Maurice beaucoup de dîmes et de cens fonciers. Une députation que toutes les communes ont envoyée ensemble à Sion a inspiré une vive terreur au gouvernement, on a battu la générale, et il ne s'est trouvé que six hommes en état et prêts à défendre le gouvernement. C'est tout ce que j'ai pu apprendre jusqu'à présent...³³ »

« ... Du Valais je n'ai rien de nouveau à communiquer, sinon que de temps à autre quelques émigrants arrivent à Vevey ; et que hier passablement de poudre a été achetée ici pour la transporter en Valais. Je n'ai pas hésité à donner l'ordre de n'en livrer à personne plus d'une livre sans m'en avertir auparavant³⁴. »

Puis c'est la première lettre du sénateur Fischer, soucieux avant tout de s'informer, de ne rien avancer à la légère, et de se rendre compte par lui-même, car dès son arrivée il a remarqué diverses choses qui lui font croire qu'il y a eu des exagérations dans les premiers rapports. Après des renseignements détaillés sur les premières mesures militaires prises, il passe à la situation politique :

« ... En ce qui concerne l'état des choses dans ce gouvernement, je n'ose encore actuellement faire un rapport précis à Vos Excellences, car les rapports qui me sont parvenus se contredisent fortement, et il y a l'apparence que quelques-uns d'entre eux ont été faussés par des idées préconçues. Je me résigne à attendre d'avoir l'occasion de voir les choses par moi-même. En attendant, je puis dire assurément que non seulement je n'ai rencontré aucun obstacle dans l'exécution des ordres, mais au contraire du zèle et toute la bonne volonté possible. S'il y avait quelques personnes excitées et mal-pensantes, j'espère cependant qu'elles ne seraient pas en aussi grand nombre qu'on le croit, et en tout cas qu'elles n'ont pas grande importance et qu'on ne les écoute guère. Je n'ai jusqu'ici rien pu éprouver de certain sur les personnes suspectes, ce qui m'aurait donné l'occasion de prendre des mesures.

» Mercredi, le 15 de ce mois, la réunion des communes du Bas-Valais s'est tenue à la maison de ville de St-Maurice sous la présidence de M. Jacques de Quartéry. Elle se composait de 70 à 80 députés des différentes communes, et tout s'est passé dans la plus grande tranquillité et dans le meilleur ordre ; à quoi peuvent avoir fortement contribué, probablement, les sérieuses mesures prises de ce côté de la frontière, et la nouvelle, qui leur a été connue, de notre arrivée. Ils doivent s'être engagés par serment à s'abstenir de tout

³³ ACS XIII, pièce 43, lettre autographe en allemand du bailli de Vevey au Conseil Secret ; Vevey, 14 septembre 1790, à midi.

³⁴ ACS XIII, pièce 41, lettre autographe en allemand du bailli de Vevey au Conseil Secret ; Vevey, 15 septembre 1790.

excès, désordres et violences, sous la menace d'une sévère punition. Ils ont aussi élu un comité chargé de rédiger un mémorial de leurs griefs et plaintes et de le présenter à l'Etat du Haut-Valais, qu'ils continuent à reconnaître comme leur Souverain ; mais le contenu détaillé n'est pas encore connu. Dans la même séance, on a lu un avertissement de l'évêque du Valais, et un autre du grand-bailli, dans lequel il dit qu'il attribue ce qui s'est produit « à une trop grande effervescence et à l'excès de vin », et qu'il espère qu'ils vont rentrer en eux-mêmes. Le grand-bailli doit être aussi sur le point de se rendre à St-Maurice avec quatre délégués de l'Etat, pour tenter une solution à l'amiable, si bien que le rétablissement de la tranquillité ne me semble pas éloigné là-bas.

» En ce qui concerne ce gouvernement, petits et grands sont dans ce pays également montés, à cause des jugements et des lourdes punitions, dont on m'a raconté de nombreux exemples, du gouvernement dans le Bas-Valais même contre vos propres sujets. A la demande du gouverneur d'Aigle, transmise par le châtelain de Bex à M. de Quartéry, celui-ci a interdit aux Valaisans de venir dans ce pays avec leur cocarde nationale.

» Tel est l'état actuel des choses ! Je me ferai toujours un devoir de communiquer aussi rapidement que possible à Vos Excellences les nouvelles qui me parviendront.

» Je puis encore ajouter qu'une femme native du pays de Fribourg et mariée à St-Maurice, qui distribuait des écrits séditieux, a été sans autre arrêtée sur l'ordre de l'assemblée de St-Maurice, expulsée du pays et reconduite dans son pays de Fribourg...

» P. S. — En cet instant, au départ du courrier, je reçois les décisions incluses de l'assemblée des députés des communes du Bas-Valais, que j'ai l'honneur de vous remettre en original...³⁵ »

Voici ce texte :

« En conséquence de la délibération prise hier dans l'assemblée générale tenue à St-Maurice, se sont rassemblés à Monthey, dans la maison de M. le capitaine-général de Vantéry à Monthey, et sous la présidence de mon dit sieur capitaine de Vantéry, les députés des communautés établis pour commencer les conférences résolues le dit jour d'hier, lesquels ont délibéré et arrêté comme s'ensuit :

1. Qu'il sera envoyé incessamment de la part des dites communautés une députation de trois personnes auprès de notre gracieux Souverain, laquelle députation sera composée de M. Jacques de Quartéry, châtelain de St-Maurice, de Révérend sieur Claude-Joseph Durier, recteur de Troistorrents, présents et acceptants, et M. Hyacinthe Dubosson, lieutenant de Troistorrents, absent.

2. Lesquels députés seront chargés d'assurer nos Seigneurs de la pureté de nos intentions dans les démarches que nous faisons actuellement, qu'elles

³⁵ ACS XIII, pièce 47, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, la signature et le P. S. autographes, Bex, 17 septembre 1790.

ne tendent qu'à ramener parmi nous la paix et le bonheur qui en sont bannis depuis longtemps, et que, convaincue de la justice et des sentiments paternels de notre Souverain, cette assemblée attend avec confiance de lui son acquiescement à tous les plans équitables qui pourront lui être proposés pour obvier à toute vexation pour l'avenir.

3. Qu'en conséquence ils supplieront nos gracieux Seigneurs de nous accorder une députation qui se rende à St-Maurice pour y entendre nos plaintes et les moyens que nous jugeons les plus convenables pour y remédier ; qu'ils leur exposeront que l'assemblée désire vivement que Sa Grandeur Monseigneur notre Evêque, comme premier pasteur de tout son troupeau, et Son Excellence Baillivale, comme chef commun de toute la patrie, soient du nombre des Seigneurs choisis pour la dite députation. En foi de quoi nous avons signé, à Monthey, le 16 septembre 1790.

De Nucé, secrétaire.

De Rivaz, secrétaire ³⁶. »

Dès sa seconde lettre, du 20 septembre, Fischer note les efforts des notables du Bas-Valais pour éviter les excès irréparables :

« ... Pour ce qui est de la situation intérieure du pays, je suis tous les jours plus convaincu que, quoiqu'il puisse y avoir des mal-pensants, ils sont si peu nombreux et ont si peu d'importance en regard de toute la population paysanne et de la majorité dans les villes et les gros villages, qu'il n'y a rien de sérieux à craindre ...

» En Valais, quoique tout soit tranquille, l'irritation et la fermentation doivent être encore fortes, et les paysans, en dépit de toutes les représentations des gens plus calmes, insistent encore pour obtenir la suppression du poste de gouverneur. Hier dimanche, à midi, on reçut à St-Maurice une lettre amicale du grand-bailli, disant que les députés du Bas-Valais devaient se mettre en route aujourd'hui, sur quoi cette lettre a été lue par M. Jacques de Quartéry au conseil de St-Maurice et communiquée ensuite aussi à Monthey.

» Ce matin donc ces députés, au nombre de quinze, ayant comme chef M. Jacques de Quartéry, sont partis pour Sion selon l'ordre reçu. Mais on ne sait encore si la diète se tiendra à Sion ou à Sierre. M. de Vantéry, de Monthey, qui fait aussi partie de la députation, doit rentrer pour demain mercredi, parce que ce jour-là, jour de la fête du saint patron saint Maurice, on craint de violents excès, si le peuple excité n'est pas retenu par les chefs, qui sont d'intentions plus pacifiques ; surtout qu'il est possible qu'il s'y trouve des Savoyards. Quoiqu'il n'y ait rien à craindre pour ce pays, on sera cependant sur ses gardes. On ne doit avoir permis au gouverneur Schiner, expulsé de Monthey, de séjourner ni à Sion, ni dans les environs, et il doit se trouver maintenant dans le petit village de Chalais. Le résident français, qui craignait des scènes désagréables de la part de la population, doit avoir demandé à la diète s'il ne doit pas se rendre dans le Haut-Valais.

» De tout ce qui précède, il me semble, à mon humble avis, que les mesures prises dans ce pays doivent être maintenues jusqu'à ce que l'on sache

³⁶ ACS XIII, pièce 48, copie en français.

ce qui résultera de la diète de Sion, et quelle tournure les choses prendront dans le Bas-Valais ; car, dans huit ou dix jours, quand tout sera plus clair, Vos Excellences pourront avec beaucoup plus de sécurité ordonner ce qu'Elles trouveront bon...³⁷ »

Le gouvernement valaisan écrivit au gouvernement bernois une première lettre le 19 septembre, et une seconde le 23 du même mois, pour l'informer des événements du Bas-Valais et lui demander l'aide confédérale en cas de besoin. De la première lettre, relevons seulement l'affirmation prêtée aux Bas-Valaisans qu'ils avaient été excités et soutenus par les sujets vaudois de Berne, d'où demande du Valais à Berne de « tenir en bride » ses sujets vaudois. Demande aussi d'adresser aux insurgés du Bas-Valais un avertissement approprié³⁸. C'est celui que publie en entier Grenat³⁹, sans dire que l'initiative en est due au gouvernement valaisan. La lettre du 23 informe Berne de la séance du 21 septembre à Sion, dans laquelle la députation du Bas-Valais s'était présentée devant son Souverain, et déclare, à propos de la demande de suppression des gouverneurs, qu'il est décidé à ne pas céder d'un pouce sur ce point, « wie das wir nicht gesinnt in diesem Stück um ein Haar nachzugeben »⁴⁰. La diète avait répondu la même chose à la députation en termes beaucoup moins tranchants : « demande... guère admissible... Messieurs pourraient encourir le désaveu du Louable Corps Helvétique en acquiesçant à une pareille demande », mais la pensée au fond est la même⁴¹.

Après avoir reçu les deux lettres du gouvernement valaisan, le Conseil Secret rédigea un rapport à l'intention du Deux-Cent ; relevons-en un passage :

« Le Conseil Secret désire ajouter la remarque que l'absence de lois précises, et le traitement arbitraire des sujets qui en résulte, peuvent avoir été la raison de la demande de suppression totale des fonctions de gouverneurs. Le Conseil Secret a pensé qu'il n'était pas hors de propos de le faire comprendre à la république du Valais, d'une façon appropriée, à propos du con-

³⁷ ACS XIII, pièce 50, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, lundi 20 septembre 1790.

³⁸ ACS XIII, pièce 51, lettre originale en allemand de la république du Valais à la ville et république de Berne, 19 septembre 1790.

³⁹ Grenat, *op. cit.*, pp. 421-422, avec de légères variantes sur le texte de Berne.
⁴⁰ ACS XIII, pièce 51 a, lettre originale en allemand du Valais à Berne, 23 septembre 1790.

⁴¹ ACS XIII, pièce 52, copie en français de la réponse des sept dixains aux représentants de la châtellenie de St-Maurice et du gouvernement de Monthey, Sion, 21 septembre 1790.

seil demandé, et de lui signifier par là la nécessité d'y apporter le remède nécessaire ⁴². »

Si l'opinion du Conseil Secret est nette, la façon dont elle fut communiquée au Valais est bien plus enveloppée :

« Si vos sujets devaient avoir eu quelque occasion de présenter des plaintes fondées, nous ne doutons pas que, en les examinant de près, vous ne prendrez, avec votre bonté et votre douceur paternelles, toutes les mesures appropriées à la situation et qui pourront contribuer avec succès à écarter par la douceur les difficultés. »

Un autre passage de la lettre affirmait qu'on ignorait tout d'une entente entre les sujets de Berne et les Bas-Valaisans révoltés ⁴³.

Pendant ce temps, Fischer continuait à tenir au courant le Conseil Secret :

« ... L'état des choses ici est toujours le même ; tout est tranquille, et les mal-pensants semblent fortement sur leurs gardes. Les libelles dont j'ai parlé continuent à être distribués ici et là par des personnes inconnues, sans qu'on ait encore pu en arrêter aucune.

» En Valais, le jour de la fête (de saint Maurice), mercredi dernier, s'est passé très tranquillement. Les 15 députés sont rentrés du Haut-Valais à Saint-Maurice ce jour-là au matin, assez contents de la réception qui leur avait été faite à Sion, où la diète leur a accordé dix jours pour présenter leurs plaintes. A Sion, tout était en armes, avec quatorze canons ; la cause en était le faux bruit que le Bas-Valais était en marche sur Sion avec huit ou dix mille hommes. Vu le manque de fondement de la chose, tout rentrera de nouveau dans la tranquillité.

» Hier matin, ces députés ont fait leur rapport à la réunion générale à St-Maurice, où l'on a chargé les députés de toutes les communes de rédiger leurs plaintes et leurs demandes, et de les présenter lundi prochain à l'assemblée générale ; ces demandes seront envoyées toutes ensemble, mardi ou mercredi prochain, par des députés, à Sion. La plus grande partie des communes doit encore persister à demander à ne plus avoir de gouverneurs ; d'autres veulent bien les accueillir à nouveau sous certaines conditions ⁴⁴ ... »

« ... Il ne s'est rien produit de nouveau dans ce pays et tout semble se calmer peu à peu. En Valais, par contre, la fermentation continue, et les bien-intentionnés se donnent beaucoup de peine pour retenir les têtes chaudes,

⁴² ACS XIII, pièce 55, minute en allemand d'un rapport du Conseil Secret au Deux-Cent, 25 septembre 1790.

⁴³ ACS XIII, pièce 56, minute en allemand de la lettre de Berne au Valais, 27 septembre 1790.

⁴⁴ ACS XIII, pièce 60, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, la signature et le P. S. autographes, Bex, vendredi 24 septembre 1790.

qui persistent toujours et encore à ne plus vouloir de gouverneurs. Il y a de nouveau aujourd'hui une assemblée générale à St-Maurice, où les députés de toutes les communes du Bas-Valais remettront leurs réclamations, qui doivent être portées jeudi à Sion par les délégués...

» P. S. ... En cet instant je reçois le rapport que la réunion générale du Bas-Valais, pour rédiger leurs plaintes et les envoyer jeudi 30 à Sion, a été remise à mercredi prochain le 29. Et aussi que la vallée d'Entremont, la grande vallée qui va de Martigny au St-Bernard, s'est calmée à la suite d'une lettre amicale d'avertissement du gouvernement, qu'elle se sépare du Bas-Valais, qu'elle veut accepter les gouverneurs sous condition⁴⁵. »

Fischer avait raison de penser que le feu couvait sous la cendre et que la fermentation des esprits ne diminuait pas ; raison aussi de noter l'opposition entre les notables, qui cherchaient à calmer et à apaiser, et les têtes chaudes, qui poussaient à la résistance à tout prix. Les événements de la nuit du 28 au 29 septembre 1790, dont Grenat ne dit rien, en sont la démonstration ; ils nous sont connus par deux lettres, la première du bailli d'Aigle au Conseil Secret, du 30 septembre, l'autre de Fischer au même Conseil, du 1^{er} octobre ; nous en donnons les passages principaux :

« ... Si, contre toute attente, des mesures devaient être prises contre le Bas-Valais, Vos Excellences peuvent aisément conclure si les gens qui ont été eux-mêmes sucés en chaque occasion par les gouverneurs valaisans se laisseront avec bonne volonté employer pour leur rétablissement ; je puis pour moi assurer en toute certitude que non ; il pourrait en résulter les plus graves désordres et les suites les plus dangereuses ; je crois devoir mettre la chose sous les yeux de Vos Excellences, en la laissant à leurs sages délibérations.

» Les troupes de Lavaux étaient à peine licenciées, qu'un dangereux soulèvement s'est produit à St-Maurice, dans la nuit du 28 au 29 septembre. Trente à quarante hommes armés et masqués se sont rassemblés vers les deux heures de la nuit devant la maison de M. le vidomne de Quartéry ; ils ont tiré une vingtaine de coups de feu, enfoncé portes et fenêtres, et lui ont reproché avec de fortes menaces de vouloir les trahir et les amener à tolérer de nouveaux gouverneurs ; il a dû se réfugier en chemise dans un jardin avec son neveu l'abbé de Chaignon. Les maisons du châtelain de l'abbaye, M. de Quartéry, du curial de Nuce et de Depraz ont été occupées de la même manière. Après que M. Jacques de Quartéry eut fait battre la générale, cette bande se retira. On raconte que ces gens ont menacé, si la réponse des députés ne correspondait pas à leurs désirs, de mettre le feu à la ville de St-Maurice. Vos Excellences peuvent juger par là combien la fermentation s'est accrue.

» Le résident, M. Helflinger, s'est rendu hier à Bex et doit aller aujourd'hui à Vevey, où il séjournera. Vos Excellences détermineront facile-

⁴⁵ ACS XIII, pièce 62, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature et P. S. autographes, Bex, lundi 27 septembre 1790.

ment si dans les circonstances actuelles ce séjour peut être utile ou nuisible à la chose publique . . . ⁴⁶ »

La lettre de Fischer, du lendemain, contient quelques précisions de plus :

« . . . Avant-hier matin, au départ de la poste, j'ai reçu la nouvelle de nouveaux désordres, qui se sont produits à St-Maurice dans la nuit du 28 au 29 septembre. J'ai l'honneur de vous en faire maintenant le rapport circonstancié. Une troupe, à ce que l'on suppose, de soixante à cent têtes, de Vérossaz, un petit village dans la montagne au-dessus de St-Maurice, parmi lesquels un grand nombre de gens masqués, arriva à St-Maurice vers les deux heures du matin. Ils ont commencé par placer trois gardes, dans la direction de Sion, contre le château de St-Maurice, et contre la montagne. Puis ils se sont partagés en quatre bandes, qui ont simultanément enfoncé portes et fenêtres, à coups de fusils, de pierres et de gourdins, dans quatre maisons différentes, à savoir celles de M. le vidomne de Quartéry, de M. le châtelain abbatial de Quartéry, de M. le châtelain de Nucé et de M. le curial Depraz. Dans la maison de M. le vidomne de Quartéry, ils ont pénétré même jusqu'au deuxième étage, mais ils l'ont cherché en vain. M. le major de Bons et M. le châtelain Jacques de Quartéry ont là-dessus aussitôt fait sonner l'alarme et se sont rendus sur la place, mais toute la bande s'était déjà dispersée, si bien qu'ils ne trouvèrent plus personne.

» Pendant le tumulte, on entendait souvent les mots : *Point de gouverneur*. Et il y a toutes les apparences que la nouvelle irritation de ces gens provienne de l'abandon de la vallée d'Entremont et de l'acquiescement de la majorité des gens de St-Maurice au retour des gouverneurs, et leur but est d'inspirer de la crainte à ce sujet aux députés qui devaient partir le lendemain pour Sion. Ceux-ci sont partis le même matin pour Martigny, et se sont rendus hier à Sion, et depuis tout est de nouveau tranquille.

» Cependant, comme les Bas-Valaisans avaient laissé s'ébruiter que, à cause du licenciement des troupes de ce pays, ils avaient maintenant d'autant plus d'espoir de l'emporter et d'obtenir la suppression des postes de gouverneurs, et comme on ne peut pas être tout à fait tranquille devant les excès irréflectis de semblables têtes chaudes, j'ai considéré qu'il était inévitablement nécessaire de relever le nombre des chasseurs jusqu'à 32, et de faire renforcer le poste de St-Maurice avec quelques fusiliers et chasseurs, aussi bien que les patrouilles de chasseurs le long du Rhône, parce que les différents petits postes y ont été supprimés depuis le licenciement des troupes de Lavaux.

» . . . Ici on remarque toujours moins les mécontents, et diverses personnes suspectes se sont présentées d'elles-mêmes devant moi pour se justifier. A Vevey, il semble y avoir encore quelques têtes brûlées, mais de la plus basse classe, en petit nombre, et par conséquent sans importance ⁴⁷. »

⁴⁶ ACS XIII, pièce 66, lettre originale autographe en allemand du gouverneur d'Aigle au Conseil Secret, Aigle, 30 septembre 1790.

⁴⁷ ACS XIII, pièce 70, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, 1^{er} octobre 1790.

Le même jour, quelques heures plus tard, Fischer adressait encore une longue lettre en français à l'avoyer de Steiger, en voici deux passages :

« Dans ce moment je reçois de mauvaises nouvelles du Valais ; ces gens de Vérossaz doivent avoir déclaré qu'ils mettraient le feu à St-Maurice si les députés ne rapportaient la promesse de n'avoir plus de gouverneurs, et qu'en ce cas ils voulaient la tête des quatre personnes dont ils ont brisé les fenêtres, et celles d'un avocat Riche et d'un Barman. Que ceux de Monthey s'étaient juré de ne point recevoir de gouverneur, qu'ils étaient sûrs du secours des Savoyards de deux ou trois communes, comme Abondance et autres...

» Je supplie Votre Excellence de me faire donner les ordres de LL. EE., par le premier courrier s'il est possible, comme je dois me conduire, au cas qu'il y eût quelques désordres majeurs à St-Maurice, comme pillage, massacre ou feu, surtout dans le dernier cas, qui apparemment voudraient y courir, et si dans ce cas je dois faire passer du monde pour les faire soutenir en cas de besoin et m'emparer dans ce moment du château et du pont, pour assurer leur retour jusqu'à ce qu'ils eussent repassé. Ou bien si je dois les laisser passer à leur péril et risque s'ils le demandent, ou bien encore défendre absolument le passage...⁴⁸ »

Dans la fin, non conservée, de sa lettre à l'avoyer de Steiger, Fischer lui donnait la grave nouvelle de coups de feu tirés au château de St-Maurice à l'instant même. Sur ce point, il y avait eu exagération manifeste, et il en convenait lui-même avec bonne humeur, dans une nouvelle lettre en français adressée le lendemain à l'avoyer :

« Je demande pardon à Votre Excellence et de la longueur de ma lettre de hier, et du faux avis que je lui ai donné à la fin, que j'ai cependant encore pu redresser. Ce chasseur venu hors d'haleine a mis en rumeur tout le pays, et si ce bruit, comme je n'en doute pas, est parvenu jusqu'à Nyon, on y aura déjà tué, de ce coup de fusil, plus de gens qu'il n'y en a une lieue à la ronde. Je suis allé moi-même, l'instant d'après, et c'était le garde du Valais même qui tirait des geais, et qui est venu à ma rencontre, plus mort que vif, me demander pardon^{48bis}.

» J'ai reçu hier dans l'après-midi des avis plus pacifiques que le matin, toutes les communes de Monthey et Val d'Illiez ont envoyé chacune un député hier au soir à St-Maurice, qui de là sont allés ensemble à Vérossaz et deux hameaux voisins, leur déclarer que s'ils commettraient encore le moindre désordre, eux-mêmes mettraient le feu à leurs maisons, et ils ont éle-

⁴⁸ ACS XIII, pièce 71, extrait en copie d'une lettre en français de Fischer à l'avoyer de Steiger, Bex, 1^{er} octobre 1790.

^{48bis} Rovéréa, *op. cit.*, I, pp. 52-54, donne des détails abondants sur cette fausse alerte.

vé des carcans pour y mettre ceux qui en commenceraient ⁴⁹. La personne que j'ai envoyée hier en Val d'Illiez m'est venue parler ce matin, elle y a trouvé bien des gens un peu revenus, la lettre de LL. EE. leur a été expliquée, entre autres par deux ecclésiastiques hongrois, qui les ont exhortés à en profiter ; ils veulent, me dit-on, envoyer leurs griefs à LL. EE. pour justifier ce qu'ils ont fait, ils veulent demander leur intervention, et les plus sages d'entre eux veulent reprendre leurs gouverneurs et y exhortent les autres, à condition que ces gouverneurs soient contenus par des lois, qu'ils demandent publiques, imprimées, le coutumier et le code d'Aigle. Ils ont un ecclésiastique qui fait fort bien. Un autre bien-pensant doit venir me parler aujourd'hui ou demain. Ils ont eu et ont encore des émissaires étrangers, qu'ils croient Savoyards, qui leur promettent des secours, les excitent et leur disent qu'ils seront mieux sous le roi et comme Savoyards. Mais je croirais volontiers qu'ils sont tous Français. J'espère en savoir davantage et voudrais bien pouvoir en accrocher. Il doit aussi y avoir eu de nos gens à leurs assemblées, dans le commencement, mais plus depuis quelque temps. J'ai cru devoir dire ces peu de mots à Votre Excellence, pour tranquilliser un peu sur les avis de hier... ⁵⁰ »

Au reçu de ces nouvelles, le Conseil Secret ne voulut prendre sur lui de donner à Fischer les instructions demandées, il préféra en référer au Deux-Cent, déclarant que l'occupation de St-Maurice ne devrait avoir lieu, même en cas de besoin, qu'à la demande du gouvernement du Valais ⁵¹. Dans sa séance du 4 octobre, le Deux-Cent précisait « que si le cas se produisait qu'il fallût envoyer de l'aide à St-Maurice (à la demande du magistrat de la ville), que dans ce cas les troupes qu'il faudrait y envoyer devraient être pourvues d'un officier capable de les commander et de prendre les mesures nécessaires pour la protection des troupes vaudoises contre les Valaisans eux-mêmes ⁵² ».

Avant de recevoir ces ordres, Fischer avait adressé un nouveau rapport détaillé à Berne :

« Depuis ma dernière lettre, les affaires du Bas-Valais se sont quelque peu arrangées, et il y a de nouveau un espoir de mettre fin aux discordes sans employer la force. Les désordres de St-Maurice n'ont été le fait que de gens de Vérossaz et de quelques maisons voisines. Aussitôt que ces événements ont été connus à Monthey et au Val d'Illiez, les communes de cette région se sont

⁴⁹ La déclaration des communes de Monthey et du Val d'Illiez contre les fauteurs de désordres à St-Maurice se trouve dans l'Appendice II, p. 149.

⁵⁰ ACS XIII, pièce 73, lettre autographe en français de Fischer à l'avoyer de Steiger, Bex, 2 octobre 1790.

⁵¹ ACS XIII, pièce 72, minute en allemand d'un rapport du Conseil Secret au Deux-Cent, 2 octobre 1790.

⁵² ACS XIII, pièce 74, billet en allemand de la chancellerie de Berne au Conseil Secret et au Conseil de guerre, 4 octobre 1790.

réunies et ont pris la décision ci-jointe du premier octobre⁵³ ; ils l'ont envoyée à St-Maurice par des députés de chaque commune, et de là à Vérossaz, par quoi on peut espérer que les têtes chaudes de cet endroit seront désormais tenues en bride. A Monthey et Val d'Illiez, il y a aussi plusieurs personnes raisonnables, qui voient la nécessité de maintenir les gouverneurs, et qui feront leur possible pour inspirer de semblables résolutions aux autres. Si donc le gouvernement, avec bonté et intelligence, veut réellement remédier aux griefs fondés qui lui ont été présentés, et ôter au pays les doutes qu'il a touchant l'obtention des changements demandés, je ne doute pas que toutes les querelles pourront être réglées à l'amiable : car les désirs des Bas-Valaisans se rapportent essentiellement à la limitation de la puissance arbitraire, par un simple code imprimé, pour lequel le nôtre (celui d'Aigle) doit servir de base.

» Samedi, le 2 octobre, les députés de toutes les communes sont revenus de Sion à St-Maurice, pour demander des pleins pouvoirs plus étendus à leurs constituants, parce que la diète n'a pas trouvé suffisantes leurs procurations. Cette démarche a l'apparence d'un simple prétexte pour gagner du temps, soit pour calmer les esprits, soit pour prendre des mesures plus sévères. Dans le premier cas, cette intention ne saurait être blâmée ; mais dans le second je devrais, dans le moment présent, la tenir pour dangereuse, et même pour nuisible ; elle pourrait nous mettre dans un grand embarras, car ce pays-ci, si les Bas-Valaisans renoncent à des prétentions exagérées et contraires aux droits du Souverain, de même qu'ils désapprouvent réellement les violences commises et s'efforcent de les empêcher à l'avenir, ce pays-ci considère les changements demandés comme équitables ; et toutes les mesures de sévérité contre eux lui apparaissent injustes, et elles ne pourraient être exécutées qu'à contre-cœur.

» Mais je commence à espérer une issue pacifique à cette affaire, car les députés revenus samedi de Sion y sont repartis ce matin, après être convenus unanimement dimanche dans leur assemblée, à ce qu'on me dit justement, d'accepter de nouveau les gouverneurs ; à la condition qu'un code clair et précis, imprimé et en français (à la place des habituelles ordonnances en latin) leur soit accordé, et que par là les gouverneurs ne puissent plus punir arbitrairement. De ce décret aussi j'espère envoyer une copie à Vos Grâces.

» Dernièrement des libelles séditieux, manuscrits, ont circulé dans le Bas-Valais ; on m'en a montré, qui louent les violences commises, qui encouragent les Bas-Valaisans à poursuivre leur prétendue libération, et qui indiquent les formes de gouvernement et les moyens pour y parvenir. Comme on m'a nommé un certain M. Charles, de Vevey, comme celui qui a porté ces libelles dans le Val d'Illiez, j'ai aussitôt demandé à M. le bailli de Vevey si un semblable personnage s'y trouvait ; à sa réponse affirmative que ce Charles, un Français, séjournait sous divers prétextes chez M. Perdonnet, j'ai prié dans la nuit du 3 au 4 de ce mois M. le bailli de le faire arrêter. Cela a été fait

⁵³ Cette pièce, jointe en annexe par Fischer à sa lettre, forme le document ACS XIII, pièce 78, copie en français de la déclaration des communes de Monthey et Val d'Illiez contre les fauteurs de troubles de St-Maurice, Monthey, 1^{er} octobre 1790 ; cette pièce est publiée dans l'Appendice II, p. 149.

aujourd'hui à une heure, à ce que j'apprends justement par une lettre officielle, ce Charles a été conduit à Chillon, et ses papiers et effets aussitôt inventoriés. Demain ou après-demain, j'attends du Val d'Iliez aussi bien des libelles répandus par lui qu'une ou plusieurs des personnes auxquelles il les a distribués, pour le reconnaître. Par une lettre sans importance trouvée sur lui, de M. Charles de Lameth, de Paris, il résulte qu'il est un de ses parents.

» J'attends maintenant de Vos Grâces les nouvelles dispositions à ce sujet, à M. le bailli de Vevey (qui vous fera aussi rapport sur le cas) aussi bien qu'à moi-même...

» P. S. — Mardi matin le 5, à 6 ½ heures. Je reçois justement une lettre de M. le bailli de Vevey, ainsi que le procès-verbal des papiers et des effets du prisonnier, que M. le bailli enverra aussi à Vos Grâces. Il en ressort que le vrai nom de ce Charles est Jean-Baptiste-Anne-Charlemagne de Taillevis de Perrigny, un débauché, qui a dissipé tout son bien, contracté un mariage secret, et qui se laisse employer ici d'une manière très suspecte dans les présentes affaires⁵⁴. »

L'affaire Charles fit bientôt l'objet d'un nouveau rapport de Fischer⁵⁵, mais le Conseil Secret prit la décision d'en constituer un dossier séparé, distinct des affaires du Valais, ce qui nous empêche de la suivre plus loin⁵⁶.

Tout en donnant au gouvernement bernois des renseignements sur le déroulement des événements, le gouvernement valaisan se plaignait que ses sujets rebelles trouvaient de l'appui parmi les sujets de Berne. Dans sa lettre du 7 octobre, on lit notamment :

« En outre, nous ne voulons pas vous cacher que lors de la session de la diète, M. le capitaine de Vantéry a dit que, lorsque, le 8 septembre, jour de l'émeute de Monthey, il s'était rendu sur la place pour calmer le désordre, quatre de vos ressortissants lui ont dit : " Vous êtes bien bon, M. Capitaine, laissez-les faire, ils ont raison ". De même il nous a été dit plus tard par nos représentants : „ Les esprits du pays de Vaud sont aussi échauffés que ceux de nos gens, et soyez persuadés, si l'on vient avec la force, ils auront du secours ". Ces affirmations nous font demander si le feu ne couve pas sous la cendre, et si les vôtres ne sont pas de mèche avec les nôtres...⁵⁷ »

⁵⁴ ACS XIII, pièce 77, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature et P. S. autographes, Bex, 4 octobre 1790.

⁵⁵ ACS XIII, pièce 82, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, vendredi à midi, 8 octobre 1790.

⁵⁶ ACS XIII, pièce 82, note en allemand pour le secrétaire du Conseil Secret, au pied de la pièce précédente. — Sur l'affaire Charles, voir aussi J.-B. Bertrand, *Notes sur l'influence étrangère sur les événements de septembre 1790 dans le Bas-Valais*, dans *Ann. Val.*, 1935, pp. 404-417, et Rovéréa, *op. cit.*, I, p. 47.

⁵⁷ ACS XIII, pièce 79, lettre originale en allemand du Valais à Berne, 7 octobre 1790.

Pareille affirmation ne pouvait laisser Berne indifférente ; le 11 octobre, le Conseil Secret ordonnait à Fischer de se livrer à une enquête serrée au sujet des paroles coupables qu'auraient tenues les quatre Vaudois en question à Monthey⁵⁸. Dans une autre lettre du même jour au gouvernement du Valais, le Conseil s'étonnait de l'accusation portée contre ses sujets, affirmant n'en rien savoir, et demandant un rapport précis, qui lui permît de tirer l'affaire au clair⁵⁹.

Dans sa lettre du 12 octobre, Fischer annonçait le retour de la députation envoyée à Sion et exprimait quelque crainte sur l'accueil qui serait fait au rapport des députés sur les tractations de Sion ; il espérait cependant que les têtes chaudes pourraient être « tenues en bride » par une majorité de gens raisonnables. Il ajoutait que la veille il avait reçu la visite de quatre notabilités du Bas-Valais, qui lui exprimaient leurs remerciements pour la lettre d'avertissement envoyée par Berne. Ils émettaient le désir que Berne voulût bien s'entremettre en faveur des Bas-Valaisans auprès de la diète, car ils ne pouvaient se défaire de la crainte que les promesses du gouvernement valaisan ne fussent de vaines promesses : « Ces Messieurs m'ont paru n'émettre que des demandes très modérées et ne rien désirer d'autre que la suppression des abus qui se sont introduits. Ils témoignent la plus grande confiance envers l'Etat de Berne, et notre gouvernement a la meilleure influence ici, car les Bas-Valaisans en toutes circonstances vantent le bonheur des sujets bernois de vivre sous un gouvernement aussi bon⁶⁰. »

En réponse à l'ordre de se livrer à une enquête sur les propos séditieux de quatre Vaudois à Monthey, Fischer répondit par une longue lettre le 15 octobre. Les propos en question lui avaient bien été confirmés par le capitaine de Vantéry. De Vantéry affirmait ne pas les avoir rapportés à la diète pour accuser les Vaudois, mais pour montrer combien les abus et excès commis par les gouverneurs étaient connus aussi bien des Vaudois que des Valaisans ; la seconde parole était, dans son esprit, destinée à amener plus facilement la diète à céder aux demandes des communes du Bas-Valais. Fischer ajoutait encore ce qui suit :

⁵⁸ ACS XIII, pièce 81, minute en allemand d'une lettre du Conseil Secret à Fischer, 11 octobre 1790.

⁵⁹ ACS XIII, pièce 80, minute en allemand d'une lettre de Berne au Valais, 11 octobre 1790.

⁶⁰ ACS XIII, pièce 89, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, mardi matin, 12 octobre 1790.

« L'état d'esprit de ces quatre individus est du reste l'état d'esprit de tout le gouvernement d'Aigle, où l'on ne trouverait pas quatre personnes chez lesquelles les actes de violence, les extorsions et les injustices de ces gouverneurs n'aient pas excité l'indignation et l'horreur. Ce ne sont pas seulement les Bas-Valaisans, mais aussi vos sujets qui ont eu à souffrir de ces procédés. Dernièrement encore, pour ne citer qu'un seul exemple, un nommé Fontannaz, d'ici, qui a reçu un bien en abergement rière St-Maurice du banneret Preux, et qui voulait apporter à Bex deux mesures de son propre blé, pour payer un tisserand de son salaire pour une pièce de drap fabriquée ici, a été pour cela condamné par le gouverneur de St-Maurice à 25 louis d'or d'amende, en plus de la confiscation du blé ; ce jugement a été cassé lors de la dernière diète. Ce cas est un des moins criants, comparé à tant d'autres. C'est pourquoi il demeure incompréhensible que l'Etat veuille renvoyer le gouverneur Dallèves à St-Maurice, ce qui ne peut qu'augmenter la méfiance et l'indignation. On n'a pas osé ordonner le retour du gouverneur Schiner à Monthey, car il n'y aurait probablement pas été toléré.

» Le Bas-Valais ne semble pas encore satisfait par la réponse de la diète, car on ne croit pas qu'elle sera tenue... ⁶¹ »

Le 18 octobre, une nouvelle députation se présentait devant Fischer, formée de Jacques et Nicolas de Quartéry, du secrétaire de Nucé et du docteur en droit M. Dufour ; ils exposaient au représentant bernois leur situation difficile, et leurs appréhensions pour l'assemblée générale qui devait se tenir le dimanche suivant : mécontentement du peuple devant le refus de certains articles, délais dans la réponse sur d'autres, méfiance et crainte du non-accomplissement des articles acceptés par la diète. Ils ne voyaient de salut que dans l'intervention et la médiation de Berne ⁶². Et ils remirent à Fischer une lettre de remerciements pour son intervention ⁶³.

La situation se tendait de plus en plus, non par la faute des sujets du Bas-Valais, mais bien par celle des dizains, qui durcissaient leur attitude maintenant qu'ils voyaient qu'ils s'étaient fortement exagéré le danger couru par leur domination. Le grand-bailli refusait de continuer à correspondre avec les députés du Bas-Valais, et le bruit courait que la diète avait demandé aux petits cantons une aide militaire pour réduire les sujets. Fischer communiquait ces renseignements, qui lui venaient de Jacques de Quartéry, à St-Maurice, dans sa lettre du 20 octobre ⁶⁴.

⁶¹ ACS XIII, pièce 91, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, vendredi 15 octobre 1790.

⁶² ACS XIII, pièce 93, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, mardi matin, 19 octobre 1790.

⁶³ ACS XIII, pièce 94 ; on la trouvera en Appendice III, pp. 150-151.

⁶⁴ ACS XIII, pièce 95, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, mercredi matin, 20 octobre 1790.

Deux jours après, il écrivait une lettre encore plus inquiète, dans laquelle il ne cachait pas combien l'attitude de la diète et des dizains lui paraissait trop dure, dans le moment où les sujets avaient renouvelé leur serment de fidélité et cédaient presque sur tous les points dont ils avaient auparavant établi une longue liste de griefs. Le peuple valaisan, réduit au désespoir, est prêt à se laisser entraîner à entreprendre n'importe quoi :

« Dans cette situation, les notables et les gens de sang-froid, par modération et sur mes vives représentations, ont réussi jusqu'ici à empêcher toutes mesures de violence et se sont décidés à demander la médiation de Messieurs. Mais pour que cette démarche ne leur soit pas imputée à mal, ils ont encore, par la poste d'aujourd'hui, envoyé au grand-bailli une lettre dont la copie est ci-jointe, et attendent sa réponse avant d'invoquer la médiation de LL. EE. Je n'ai pas voulu manquer de vous en informer aussitôt, pour que vous puissiez, si vous le trouvez bon, pour tenter de prévenir les suites qui sont à redouter de mesures plus sévères, en écrire encore à temps à la république du Valais.

» Une telle sévérité, qui me paraît en ce moment tout à fait inconvenante, produira aussi le plus mauvais effet sur ce pays-ci, qui ne peut pas considérer les Bas-Valaisans comme des rebelles, puisqu'ils reconnaissent leur Souverain, mais comme des gens qui ont été réduits à la plus triste situation par des violences et des extorsions, et qui s'efforcent vainement de s'en sortir par de respectueuses représentations. L'intervention, un puissant mot d'intercession de Messieurs, peuvent seuls prévenir les conséquences redoutables d'une telle situation, et par là convaincre tout le pays que s'ils sont prêts à protéger au premier appel les droits souverains de leurs alliés, ils ne favoriseront jamais la violence et l'oppression contre le faible. Cette manière de faire est propre à relever le courage, la confiance et l'amour de leurs sujets au plus haut point ⁶⁵. »

Trois jours plus tard, le 25 octobre, Fischer adressait une nouvelle lettre au Conseil Secret, pour souligner encore combien il se désolidarisait de l'attitude du gouvernement valaisan, et se livrait à une sévère critique de ses arguments, tels qu'il les avait trouvés exposés dans une lettre du 18 octobre, accompagnée de diverses pièces ; le tout venait de parvenir à Fischer, à qui le Conseil Secret avait communiqué ce dossier.

« Des copies du Valais que Vos Grâces ont bien voulu me transmettre sous la date du 21 de ce mois, il me semble résulter que le gouvernement valaisan, par des rapports superficiels et des annexes incomplètement communiquées, veut éviter un examen plus approfondi de sa position discutable,

⁶⁵ ACS XIII, pièce 97, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, 22 octobre 1790.

abandonner le chemin choisi tout d'abord de la bonté, et terminer rapidement toute l'affaire par le moyen de la sévérité. Mais comme je dois considérer cette voie comme la moins favorable, et la moins avantageuse à la république du Valais elle-même, je me vois par là mis dans la nécessité d'entrer dans quelques détails, et d'exposer respectueusement mes motifs à Vos Grâces.

» Dans la lettre du 18 de la république du Valais, il est dit très brièvement que le désordre a été causé par une rixe de gens à la mauvaise tête, mais voici comment se présente l'affaire.

» Bellet, un des hommes les plus considérés du Val d'Illicz, rentrant de Monthey chez lui, rencontra deux des habitants de son village qui échangeaient des paroles un peu vives ; il les dissuada, les sépara et chacun rentra chez soi sans qu'un seul coup eût été donné. Le gouverneur Schiner, à qui apparemment l'amende pour une rixe aurait été plus agréable, fit citer Bellet et le punit d'une amende de douze livres valaisannes pour avoir séparé les deux hommes. Bellet se refusa à la payer, parce qu'il ne se croyait coupable d'aucune faute, fit rédiger une supplique, et l'envoya, par l'intermédiaire de son beau-frère Durier à Sion, où les membres de la diète, aussi bien dans des informations particulières qu'à la diète elle-même, blâmèrent cette punition et la cassèrent. Au refus autorisé cette fois de Bellet de payer l'amende, le gouverneur déclara que cette amende était de sa compétence, puisque celle-ci allait jusqu'à trente livres, et que la diète n'avait ainsi pas pu la supprimer. Il continua à poursuivre l'affaire, dont les frais montèrent bientôt, en plus de l'amende, dans les soixante livres valaisannes, que Bellet refusa avec persévérance de payer. A cette époque, le gouverneur vit au marché un beau cheval ; lorsqu'il apprit, en réponse à sa question, qu'il appartenait à Bellet, il le fit conduire dans son écurie. Après que Bellet l'eut vainement réclamé, il se rendit vers le gouverneur, et l'effraya tellement par ses menaces, que celui-ci lui rendit aussitôt le cheval, mais continua à poursuivre l'affaire ; ce qui amena la mesure, en fait punissable, de son expulsion, lors de laquelle les paysans auraient facilement pu le retenir (puisque l'on lui arracha de la tête sa perruque), si telle avait été leur intention. Voilà toute l'histoire, telle qu'elle m'a été confirmée par chacun.

» Une autre extorsion d'un fonctionnaire, c'est celle du châtelain du Bouveret. Celui-ci, en pleine période de moisson, donna l'ordre de construire sans délai une route. Tous ses administrés lui représentèrent l'impossibilité de la chose, sauf perte de leurs moissons, et demandèrent un renvoi, ou qu'il fit faire le travail à leurs frais. Pour cela il leur demanda la somme de 160 louis d'or, et lorsqu'ils eurent fait presque l'impossible pour payer cette somme, il convint avec un entrepreneur pour la construction de la route moyennant soixante louis d'or, et mit le reste dans sa poche. Ce châtelain est toujours et encore en fonctions. Vos Grâces peuvent en conclure combien plus mérité encore a été le sort du gouverneur Schiner.

» Je dois avoir encore l'honneur d'exposer à Vos Grâces, comme exemple d'un des abus les plus choquants, ce qu'est l'obole d'or, dont le Bas-Valais demande la suppression. Dans bien des cas, le coupable peut, en plus de l'amende qui lui a été imposée, être frappé d'ignominie, ce qui le déshonore. Mais ce déshonneur peut être racheté par le coupable et ses parents,

entièrement au gré des gouverneurs qui, selon la mesure de la richesse du coupable, réclament pour cela des sommes qui souvent ruinent des familles entières. D'autre part il arrive assez fréquemment, en sens contraire, que de riches fripouilles, des notaires par exemple, qui ont commis de nombreux faux, continuent paisiblement leurs tromperies en se rachetant par l'obole d'or.

» Si maintenant, pour maintenir ces abus et d'autres semblables, la république devait employer la force et pousser les choses à l'extrême, les communes du Bas-Valais sont résolues à faire imprimer et répandre dans le public le récit des extorsions subies et des plaintes qui ont si souvent été exposées devant la diète, mais jamais entendues. Cette mesure compromettrait l'honneur et la réputation du gouvernement, mais pourrait aussi être désavantageuse à ceux de ses alliés qui y prêteraient la main. Il ne peut donc échapper à la profonde sagesse de Vos Grâces que le plus grand service que l'on puisse rendre à la république du Valais soit de terminer cette affaire par la douceur. Car le Bas-Valais, avec sa confiance illimitée dans l'intervention de Vos Grâces, si seulement il y trouve sa sécurité, s'accordera, comme je l'espère, à tout ce que vous ordonnerez et ne se laissera aller à aucune violence.

» Au reste, j'ai appris qu'à la diète on est rien moins qu'uni, que M. le grand-bailli est encore et toujours pour la douceur, mais que MM. de Courten et le secrétaire d'Etat Roten opinent pour la sévérité, et que, dans les divers dizains, le peuple qui, au début, était très monté contre les Bas-Valaisans, maintenant qu'il comprend les causes de leurs griefs, se plaint vivement qu'on lui ait dissimulé le véritable état des choses, et désire lui-même que l'on fasse droit à tous les griefs justifiés.

» Je crois être en situation, et n'y manquerai pas, selon les ordres de Vos Grâces, comme jusqu'à présent, de vous rapporter sans retard toutes les démarches des Bas-Valaisans...⁶⁶ »

La situation difficile des notables bas-valaisans était bien connue de Fischer ; il montrait leurs efforts pour éviter le pire, les conseils de modération qu'ils donnaient à leurs concitoyens, et combien peu le gouvernement leur facilitait leur tâche. Fischer était tenu par eux au courant des négociations, portait son jugement sur les faits et gestes des autorités, et renseignait exactement le Conseil Secret. Les réponses du grand-bailli « à MM. de Vantéry, de Montthey, et à M. de Quartéry, de St-Maurice, sont courtes, sèches, menaçantes ». Le grand-bailli exige avant tout que l'on accepte les réponses et conclusions données aux quarante articles.

« Et pourtant, en dépit des bruits qui se multiplient de la prochaine mise en marche des troupes gouvernementales, les Bas-Valaisans n'ont pris encore

⁶⁶ ACS XIII, pièce 99, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, lundi 25 octobre 1790.

aucune mesure de défense, ils évitent même soigneusement tout ce qui pourrait donner lieu à une interprétation en ce sens. Ils n'ont même pas voulu armer des gens contre la racaille et les rôdeurs qui courent le pays en nombre croissant ; ils n'ont fait aucun approvisionnement de poudre ou de plomb ; pour la même raison ils ont encore remis à plus tard l'appel à l'intervention de Messeigneurs, pour qu'on ne puisse pas leur reprocher une semblable démarche comme précipitée⁶⁷ . . . »

Fischer maintenait des contacts fréquents, pour se tenir au courant des événements, non seulement avec les notables du Bas-Valais, mais même avec de simples gens, des paysans, qui venaient à la fois le renseigner et lui demander conseil. C'est ainsi que, dans sa lettre du 29 octobre, il raconte au Conseil Secret que des paysans de la région de St-Maurice sont venus lui faire part de leur projet d'envoyer des gens de confiance dans le Haut-Valais pour y informer la population de la situation réelle, projet que Fischer désapprouve et auquel il a prudemment conseillé de renoncer. C'est l'un de ces paysans qui lui a remis la longue série de griefs, publiée dans l'appendice I, et dont Fischer dit que la simplicité de la langue lui paraît garantir la véracité des cas d'oppression allégués. Dans la même lettre, il parlait de l'interruption des communications entre le Haut et le Bas-Valais, et racontait la visite que lui avait faite un Haut-Valaisan, Joseph Im Acher, hôte à St-Maurice, à qui le conseil de Sierre avait infligé une amende de 50 louis d'or, pour avoir comme tout le monde, et pour sa sécurité personnelle, porté la cocarde dans les premiers jours après le soulèvement⁶⁸.

Grenat affirme⁶⁹ que les délégués de Monthey déclarèrent que, si les gouverneurs revenaient, ils pouvaient assurer leur sécurité de leur part et de celle des honnêtes gens leurs concitoyens, mais qu'ils ne pouvaient répondre de la population flottante si nombreuse chez eux ; Grenat voit dans cette réponse « un refus déguisé ». Il semble bien, plutôt, à lire les rapports si objectifs et si bien informés de Fischer, que c'est au contraire le gouvernement, revenu de sa terreur des débuts, qui durcissait de jour en jour son attitude, retirait ce qu'il avait concédé ou à moitié concédé dans les premiers jours, et justifiait la méfiance qui croissait dans les populations du Bas-

⁶⁷ ACS XIII, pièce 104, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, mercredi matin, 27 octobre 1790.

⁶⁸ ACS XIII, pièce 100, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, vendredi 29 octobre 1790.

⁶⁹ Grenat, *op. cit.*, p. 422.

Valais ; il était décidé à ne rien céder, et tout aussi décidé à imposer une solution de force, qui terroriserait les sujets et leur ôterait l'envie de recommencer. Fischer voyait clair dans le jeu, et il en apercevait le danger, aussi bien pour la république du Valais que pour Berne, à cause de l'opinion publique favorable aux Bas-Valaisans dans le gouvernement d'Aigle.

L'influence de Fischer sur l'opinion que se faisait le Conseil Secret de toute l'affaire se marque clairement dans les rapports présentés par ce Conseil au Deux-Cent, par exemple en date du 23 octobre, où nous lisons entre autres les lignes suivantes :

« Messeigneurs croient de la plus grande importance de rédiger cette réponse de façon à ce que la république du Valais ne tombe aucunement dans l'erreur de croire que notre Etat serait tenté de favoriser plus ou moins les Bas-Valaisans contre leur gouvernement. Mais, d'autre part, et par contre, il n'est pas moins important d'éviter tout ce qui pourrait faire croire notre gouvernement trop favorable à l'emploi précipité de mesures de force ⁷⁰. »

Le Conseil Secret proposait donc au Deux-Cent d'écrire au gouvernement du Valais sans parler d'intervention bernoise possible, et en recommandant les voies de la douceur ; d'autre part, de ne pas répondre encore à la demande d'intervention des Bas-Valaisans, mais, pour faciliter l'apaisement des esprits, de donner l'ordre à Fischer de montrer confidentiellement à l'un des notables du Bas-Valais une copie de la réponse du gouvernement bernois au gouvernement valaisan, pour que le conseil donné de préférer les voies de la douceur et de la bonté ne restât pas inconnu de la population du Bas-Valais ⁷¹.

Ces conseils de modération, très nettement exprimés, se trouvent dans la lettre adressée par le gouvernement bernois au grand-bailli et au conseil à Sion, le 28 octobre.

« Vos sentiments paternels à l'égard de sujets certainement égarés nous font espérer que vous ne vous hâterez pas de prendre des mesures trop sévères, et que vous préférerez la bonté et la douceur à l'emploi de la force, tant qu'il restera un espoir fondé de repentir et de retour à l'obéissance. Il nous semble aussi que l'état des négociations menées, que vous avez bien voulu nous faire connaître, ne doit pas vous ôter complètement l'espoir d'une issue favorable de ces négociations. Il tiendra toujours à cœur à un bon Souverain de prévenir par de sages mesures l'emploi des moyens de force. Nous ne doutons pas

⁷⁰ ACS XIII, pièce 11, minute en allemand d'un rapport du Conseil Secret au Deux-Cent, 23 octobre 1790.

⁷¹ *Ibidem.*

que ces considérations, qui peuvent avoir une si grande influence sur le maintien de la tranquillité et de la paix dans notre commune patrie, détermineront plus ou moins les conseils que vous aurez sans doute demandés à vos autres alliés les louables cantons comme à nous-mêmes, dans une affaire qui les touche et nous touche de si près ⁷²... »

Dans l'intervalle le gouvernement valaisan, n'ayant pas encore reçu de réponse à sa lettre du 18 octobre, décidait d'envoyer en mission à Berne Jean-Joseph Julier, capitaine du dizain de Loèche et trésorier du pays, et le baron Gaspard-Eugène de Stockalper, ancien gouverneur de St-Maurice et juge du dizain de Brigue ; ces deux députés devaient annoncer que le gouvernement valaisan se voyait obligé de recourir à la force et s'assurer l'appui du gouvernement bernois ⁷³.

Ces deux députés furent entendus par le Conseil Secret les 28 et 29 octobre 1790 ; l'attitude du gouvernement bernois était très réservée, le Conseil Secret refusait de s'engager trop à fond, et se référerait à la lettre qu'il avait envoyée le 28 octobre à Sion, ne voulant pas prendre de décision avant de connaître l'effet produit par cette lettre, et refusant même d'écrire sans autre une lettre menaçante aux sujets du Bas-Valais ⁷⁴.

Dans les jours qui suivent, Fischer, qui avait été tenu au courant des pourparlers de Berne, parle des rumeurs qui lui parviennent sur les préparatifs militaires des Haut-Valaisans, et critique la manière dont le gouvernement valaisan cherchait à justifier et à préparer par avance l'intervention militaire :

« On m'assure qu'on a affiché publiquement à Sion une copie d'une partie seulement de la lettre de Messieurs, du 27 septembre, celle qui promet à la république l'aide fédérale, mais en laissant tomber tous les conseils de bonté et de modération qui accompagnent cette promesse ; par quoi le peuple dans le Haut-Valais a été encouragé et excité. Tout cela met les Bas-Valaisans dans le plus grand embarras parce que, à la suite de mes avertissements sérieux, aussi bien aux notables qu'aux simples particuliers, ils ont renoncé à prendre toutes mesures de défense, pour qu'on ne les interprêtât pas comme des démarches contre leur Souverain. Mais ils sont toujours aussi fermement décidés à ne pas se laisser surprendre et piller. Si bien

⁷² ACS XIII, pièce 112, minute en allemand d'une lettre de Berne au Valais, 28 octobre 1790.

⁷³ ACS XIII, pièce 113, lettre originale en allemand du Valais à Berne, 23 octobre 1790.

⁷⁴ Morel, *op. cit.*, pp. 31 et 32, a donné une analyse détaillée de la mission valaisanne à Berne, d'après le procès-verbal des entrevues avec le Conseil Secret, ACS XIII, pièce 116.

que si le Haut-Valais ne prend pas de meilleure décision, ils chercheront à se défendre de toutes leurs forces ; car, en dépit des mesures prises en Savoie, ils y trouveront plus ou moins d'appui, et même chez nos gens, et ainsi le feu pourrait éclater tout près de nos portes.

» Samedi dernier, quelques notables de St-Maurice m'ont communiqué la lettre pastorale ci-jointe de Sa Grâce Episcopale ⁷⁵, dans laquelle je vois non sans étonnement l'accusation que les Bas-Valaisans ne veulent pas recevoir les gouverneurs, quoiqu'ils se soient expressément, à réitérées fois, déclarés prêts à les accueillir à nouveau, et qu'ils n'aient fait d'objections que contre l'exigence d'une garde et de la sécurité personnelle des gouverneurs, pour les motifs qui ont déjà été communiqués à Vos Grâces...

» Je reçois à l'instant la nouvelle que ces derniers jours à Sion un assez vif désaccord a surgi entre M. le grand-bailli et d'autres membres de la diète, parce que M. le grand-bailli désirait que les plaintes du Bas-Valais fussent communiquées au peuple dans les différentes communes ; mais les autres membres, dont beaucoup ont été eux-mêmes gouverneurs, s'y sont opposés, sur quoi M. le grand-bailli s'est retiré dans son dizain...

» Il n'y a pas eu d'excès en Bas-Valais, et la justice aussi bien que la police y sont administrées ⁷⁶...

Le même jour, le bailli d'Aigle, Diesbach, écrivait de son côté au Conseil Secret une lettre qui confirmait celle de Fischer : des Bas-Valaisans commençaient à mettre leurs meubles et leurs biens à l'abri dans le gouvernement d'Aigle. Le bruit court que le peuple dans le Haut-Valais commence à se dresser contre ses magistrats ; le banneret Roten doit avoir reçu un coup de poing ; le grand-bailli se laisse rarement voir en public. Tout indique un accroissement de la fermentation des esprits en Valais. Comment faudra-t-il se comporter à l'égard des réfugiés valaisans des deux partis qui se trouvent sur sol bernois ⁷⁷ ?

Dans une lettre du 8 novembre, qui allait se trouver dépassée par les événements qu'il annoncerait le lendemain, Fischer exposait au Conseil Secret l'entretien qu'il venait d'avoir, touchant les affaires du Valais, avec deux magistrats soleurois, le secrétaire Zeltner et le procureur général Glutz ; il était heureux de voir qu'ils partageaient son opinion sur la solution à donner à cette malheureuse affaire. Il notait d'autre part l'inconvénient qu'il y aurait à interrompre les relations entre les terres bernoises et le Valais, « à cause

⁷⁵ Cette lettre forme la pièce 120, ACS XIII, copie en français. On la trouvera dans l'Appendice IV, pp. 151-152.

⁷⁶ ACS XIII, pièce 119, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, lundi soir, 1^{er} novembre 1790.

⁷⁷ ACS XIII, pièce 121, lettre originale en allemand du gouverneur d'Aigle au Conseil Secret, Aigle, 1^{er} novembre 1790.

du trafic intense, dont j'ai été moi-même le témoin, samedi dernier, à la grande foire de Bex, où de grandes quantités de marchandises étaient achetées par des Valaisans, des Italiens et des Savoyards ; je ne cacherai pas que, dans la situation actuelle, et s'il ne se produit pas d'incidents nouveaux, j'ai de forts scrupules contre une telle mesure (l'interruption totale des communications), en considération de sa répercussion sur ce pays. »

Il ajoutait en P. S. : « Avant-hier, il doit s'être produit quelques désordres à Monthey, du fait de quelques personnes masquées, et l'on doit y avoir cassé quelques fenêtres, mais cela ne doit pas avoir de plus grande importance. Les détails ne me sont pas connus ⁷⁸. »

Le 9 novembre, Fischer annonçait l'arrivée la veille à Monthey de l'ultimatum lancé, le 6 novembre, au Bas-Valais par le grand-bailli : ordre de recevoir les gouverneurs, de payer tous les frais occasionnés par le soulèvement, de livrer les armes, d'arrêter et de livrer tous les instigateurs du soulèvement et toutes les personnes que désignera le gouvernement. Un délai de vingt-quatre heures est accordé pour accepter cet ultimatum ; en cas de refus, on passera à l'emploi des armes. Fischer décrit l'embarras accru où se trouvent les notables de Monthey, qui n'osent pas communiquer le contenu de cet ultimatum à la population, par crainte d'un nouveau soulèvement, et qui tentent encore de négocier pour prévenir l'arrivée des soldats. Fischer leur conseille fortement la soumission et l'obéissance, pour éviter le malheur menaçant, qui semble sans cela inévitable ⁷⁹.

Le 12 novembre, Fischer envoyait au Conseil Secret une copie de l'ultimatum qu'il avait résumé dans sa lettre précédente, ainsi qu'une copie des humbles instructions données par les représentants des communes du gouvernement de Monthey aux députés qu'ils avaient envoyés le jour même à Sierre.

« J'espère que par cette dernière démarche, et grâce aux efforts de M. de Quartéry, on préviendra les sévères mesures de force dont on a menacé de faire usage, et qu'on arrivera bientôt à l'apaisement de ces troubles. Le peuple, qui a appris quelque chose de l'ultimatum du gouvernement, doit être très excité et ne pas vouloir du tout se laisser désarmer. Les ecclésiastiques

⁷⁸ ACS XIII, pièce 142, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, lundi soir, 8 novembre 1790.

⁷⁹ ACS XIII, pièce 129, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, mardi soir, 9 novembre 1790.

se rendent de maison en maison et travaillent à calmer, à exhorter à la patience, à prévenir les démarches violentes. Depuis deux jours on a de nouveau envoyé ici des effets divers, et quelques personnes de St-Maurice et de Monthey se sont réfugiées ici, les unes par crainte de leur Souverain, les autres par crainte du Bas-Valais ⁸⁰ . . . »

Le 16 novembre, Fischer pouvait écrire à Berne que l'accord était sur le point de se faire par la soumission totale des sujets :

« Les députés du Bas-Valais, qui sont partis pour Sierre mercredi dernier avec la déclaration connue de Vos Grâces, y ont été bien reçus et sont rentrés vendredi soir. Mais comme cette déclaration et procuration n'émanait que du conseil de Monthey, on leur a demandé de la soumettre au peuple et de la faire accepter de lui. Ce qui a eu lieu aussitôt, dimanche matin 14, comme le montre à Vos Grâces la déclaration ci-jointe du conseil général de Monthey, avec laquelle sont identiques celles de Val d'Illiez et de Troistorrents. Quelques députés sont repartis pour Sierre hier matin avec cette déclaration. Elle est le fruit des efforts et des représentations multiples des personnes les plus considérées et du clergé du Bas-Valais ; et aussi de la promesse, qui a été faite à Sierre, non en séance de la diète, mais par divers membres de cette assemblée, à M. de Quartéry et aux autres députés : que si le peuple donnait son accord à cette déclaration, on renoncerait à exiger son désarmement et la livraison des coupables, et qu'on se contenterait du paiement des frais. A la demande des députés, à combien peuvent s'élever ces frais, et à leur représentation de l'impossibilité de les payer, puisque presque tous les biens étaient hypothéqués en faveur du Haut-Valais, etc., on a répondu que les frais pourraient s'élever à dix ou douze mille écus, mais qu'on se contenterait peut-être d'un tiers de cette somme, et qu'ils pouvaient se procurer de l'argent en vendant leurs provisions, leurs vivres, etc.

» Le gouvernement avait aussi suggéré à Martigny et au Val d'Entremont (quoique, comme vous le savez, ils n'aient pris aucune part au mouvement) de se désarmer, mais cette demande a été refusée sans autre.

» Et maintenant le Bas-Valais espère, par cette humble démarche, avoir convaincu de son obéissance, et que dorénavant on prendra des mesures en vue de sa sécurité future et de la suppression des oppressions et abus dont il s'est plaint ; en particulier, qu'un code précis sera adopté et publié aussitôt que possible. Mais ils émettent encore le doute que tout cela pourrait être renvoyé aux calendes grecques, ou ne leur être accordé qu'en partie, ce qui provoquerait inmanquablement de nouveaux troubles. Leur désir ardent est toujours d'obtenir pour cela l'appui du canton de Berne, de l'intervention bonne et puissante duquel ils espèrent un adoucissement des conditions qui leur seront prescrites, au cas où elles seraient trop pesantes pour eux. Je reprends donc de nouveau l'espoir que la république calmera à nouveau les esprits, par des mesures promptes, sages et

⁸⁰ ACS XIII, pièce 130, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, vendredi 12 novembre 1790.

équitables pour abolir les griefs fondés, et supprimera ainsi la fermentation qui n'est pas encore apaisée...⁸¹ »

Le gouvernement bernois s'occupait dans l'intervalle de rédiger et de mettre au point, avec l'approbation des autres cantons, un avertissement, un *adhortatorium*, adressé aux sujets du Bas-Valais. Les cantons lui envoyaient leur accord sans grands commentaires, sauf Schwyz, qui précisait, dans sa lettre du 10 novembre 1790, que, au cas où l'avertissement projeté n'atteindrait pas son but et où il faudrait recourir à la force, les Schwyzois demandaient la création d'une sorte d'état-major des contingents cantonaux, pouvant sur place donner les conseils les plus avisés et faire tout ce qui serait possible pour retenir l'emploi de la sévérité et pour n'employer la force que dans le cas d'une résistance punissable⁸².

Le texte allemand de cet *adhortatorium*, définitivement mis au point, porte la date du 19 novembre, et une copie en fut envoyée le jour même à Bex au sénateur Fischer⁸³.

Le 23, Fischer remerciait des pièces qui lui avaient été communiquées en copie, ajoutant : « Il ne m'est rien parvenu du Valais depuis la dernière lettre de M. le grand-bailli au gouvernement de Monthey. Les Bas-Valaisans semblent désirer ardemment la fin de ces affaires, et je le désire aussi vivement de mon côté⁸⁴. »

Mais dans ce désir il y avait plus de lassitude que d'espoir assuré, ce qui n'empêchait pas les autorités des deux gouvernements de Monthey et de St-Maurice d'adresser, le 30 novembre 1790, leurs remerciements et d'exprimer aux cantons leur plus vive reconnaissance pour la « lettre paternelle » qu'ils leur avaient adressée⁸⁵.

Fischer transmettait cette pièce à Berne le lendemain, en ajoutant :

« En même temps, j'ai l'honneur de joindre à ma lettre l'ordre que le Bas-Valais a reçu hier de M. le grand-bailli, aux termes duquel vendredi pro-

⁸¹ ACS XIII, pièce 159, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, mardi matin, 16 novembre 1790.

⁸² ACS XIII, pièce 155, lettre originale en allemand de Schwyz à Berne.

⁸³ ACS XIII, pièce 158, minute en allemand d'une lettre du Conseil Secret à Fischer, 19 novembre 1790.

⁸⁴ ACS XIII, pièce 163, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, mardi 23 novembre 1790.

⁸⁵ ACS XIII, pièce 164, lettre originale en français du gouvernement de Monthey et de la châtellenie de St-Maurice aux huit cantons de Berne, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald, Zoug, Fribourg et Soleure, 30 novembre 1790. On en trouvera le texte dans l'Appendice V, p. 153.

chain de très nombreux députés se présenteront de nouveau à Sion, pour y prêter à nouveau le serment de fidélité. Les tractations de Sion me seront communiquées dimanche ou lundi. Les Bas-Valaisans se flattent que lors de cette séance on entrera en matière sur leurs plaintes, et qu'ils obtiendront quelques assurances à ce sujet ; en particulier ils attendent avec impatience le code promis, mais espèrent qu'il leur sera soumis avant son adoption définitive.

« Si, à cette session de la diète, on leur accorde leurs demandes, pour autant qu'elles soient fondées en équité, si on leur donne quelque sécurité pour l'avenir, et si l'on ne procède pas trop sévèrement en punissant ou en réclamant de trop gros frais, je considère l'affaire comme réglée ⁸⁶. »

Les faits allaient-ils confirmer ce jugement optimiste ?

Une lettre de Fischer, du 7 décembre, pouvait laisser encore quelque espoir, en attendant le retour de la nombreuse députation de toutes les communes du Bas-Valais :

« Samedi 4, ces députés doivent avoir été conduits tous ensemble dans l'église, où l'évêque doit avoir prié le gouvernement, par un discours touchant, d'accorder une amnistie générale, et où les députés doivent avoir prêté à nouveau le serment de fidélité. Les portes de la ville étaient fermées pendant toute la journée, et des troupes étaient sur pied. En plus de l'assemblée ordinaire, on avait convoqué encore vingt représentants de chaque dizain (en tout donc 140), qui se sont renseignés eux-mêmes auprès des députés du Bas-Valais sur leurs griefs et doivent leur avoir promis de ne pas quitter la diète avant que tout soit réglé, et les coupables, punis. Le même samedi furent cités par un exprès MM. le capitaine de Vantéry, le major de Rivaz, Guillot, comme aussi Bellet, Rey et un certain Bovey, de Val d'Illiez, pour se présenter hier à Sion. Mais comme ce messenger n'a pu arriver que hier matin, à cause des rivières gonflées, il leur a été impossible de comparaître à l'heure fixée.

« Voilà tout ce que j'ai appris hier, il faut encore en attendre la confirmation jusqu'au retour de la députation ⁸⁷... »

Une nouvelle lettre, plus détaillée, du 13 décembre 1790, laisse percer déjà quelque désillusion chez les Bas-Valaisans :

« Les députés du Bas-Valais, partis le 3 de ce mois pour Sion, sont revenus vendredi dernier 10 au soir, passablement mécontents. Le lendemain de leur arrivée à Sion, ils ont prêté le serment dans l'église ; c'est par erreur que l'on m'avait rapporté que l'évêque avait fait un discours.

⁸⁶ ACS XIII, pièce 172, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, mercredi 1^{er} décembre 1790.

⁸⁷ ACS XIII, pièce 176, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature et P. S. autographes, Bex, mardi 7 décembre 1790.

» On n'a rien dit aux députés du code, ni des quarante articles de revendications, et on ne leur a pas donné d'autres consolations. Par contre on a exigé d'eux, comme couverture des frais, cinq cents écus bons pour chaque dizain, somme qui fut réduite à trois cents (soit cinquante louis d'or) par dizain, lorsque les députés du gouvernement de Monthey demandèrent à genoux pardon pour ce qui s'était passé, et grâce pour Bellet. Cette somme doit être payée par les coupables du gouvernement de Monthey, que les députés ont été sommés de nommer. A leur réponse, qu'ils ne pouvaient dénoncer ni préciser davantage par qui ou de quelle manière des fautes avaient été commises, les six personnes nommées dans ma dernière lettre ont été citées à Sion ; elles s'y sont trouvées, ont été interrogées l'une après l'autre, et ne sont pas encore de retour.

» A St-Maurice reviendra le même gouverneur, M. Dallèves, qui avait abandonné son poste si précipitamment ; à Monthey ce sera M. le capitaine de dizain Preux. Des anciens gouverneurs, dix ont siégé à cette diète, et cent cinquante députés paysans des sept dizains, ces derniers ne semblent pas se préoccuper beaucoup de l'affaire. De jeudi prochain en huit, M. le grand-bailli Sigristen viendra à St-Maurice.

» Plusieurs paysans du Bas-Valais, qui avaient été frappés d'amendes exagérées et injustes par les gouverneurs, leur ont réclamé ces amendes, en les menaçant de les dénoncer, et ils les ont aussitôt reçues. Martigny et les diverses communes de la vallée d'Entremont, formant la partie du Bas-Valais qui, comme on le sait, n'a pris aucune part aux désordres jusqu'ici, et auxquelles le gouvernement avait promis d'accorder leurs demandes, ont envoyé chacune quatre députés à Sion, et se sont mises d'accord sur les mêmes quarante articles présentés par Monthey, ce qui met maintenant le gouvernement dans un grand embarras. Car, si l'on accorde cette demande en tout ou en partie, le reste du Bas-Valais, qui s'est soumis complètement et a accepté tout ce qu'on exigeait de lui, espérera toujours obtenir la même chose. Du dizain de Viège est encore venu un trait final : à l'avenir, le Haut-Valaisan qui épousera une femme du Bas-Valais devrait être déclaré inéligible à toutes les places.

» De tout cela vous pourrez conclure que les tractations de cette diète n'ont pas pu beaucoup tranquilliser les Bas-Valaisans. Je ne crois cependant pas du tout que pour cette raison des démarches violentes soient à craindre d'eux. Au cas où le gouvernement ne ferait rien pour remédier à leurs griefs, ils viendront de nouveau avec des représentations respectueuses et répétées, et si celles-ci devaient une fois de plus rester sans succès, ils s'adresseraient alors aux louables cantons alliés. Il me paraît donc que, sous ce rapport, les troupes de ce pays pourront bientôt être licenciées. Mais comme j'ai appris que, peut-être déjà le prochain jour de poste, la république écrira à Messieurs aussi bien qu'aux autres cantons, je suppose que Vos Grâces attendront encore cette lettre avant de prendre une décision. Peut-être qu'alors un avertissement, adressé à la république au nom de tous les cantons confédérés, pourrait avoir un bon effet...⁸⁸ »

⁸⁸ ACS XIII, pièce 181, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, lundi 13 décembre 1790.

Cette suggestion ne semble pas avoir été suivie d'un effet quelconque. Et pourtant, la sagacité et la clairvoyance de Fischer allaient être confirmées dans les événements à l'issue bien plus cruelle de l'automne 1791.

Pour le moment, il ne restait au haut représentant du gouvernement bernois qu'à prendre les mesures nécessaires pour licencier les troupes encore sur pied, à adopter des mesures de sécurité provisoires, pour ne pas laisser les terres de Berne brusquement sans aucune protection ; et à attendre en vain l'occasion de rencontrer, comme il l'espérait depuis longtemps, le grand-bailli, qui remettait toujours son arrivée à St-Maurice ⁸⁹.

En désespoir de cause, Fischer se décida à quitter Bex sans avoir vu le grand-bailli ; dans une dernière lettre, du 24 décembre, il annonçait au Conseil Secret son départ pour un des tout prochains jours, et son arrivée à Berne pour le vendredi suivant au plus tard. Le nouveau gouverneur de Monthey, Preux, un homme sage et raisonnable, doit arriver à Monthey le premier janvier, il est le premier gouverneur à avoir été élu dans son dizain par le peuple lui-même, procédé qui sera valable aussi pour l'avenir. « On doit vraiment travailler au code pénal ⁹⁰. » Sur ce dernier point Fischer était trop optimiste ; le Bas-Valais n'a pas eu son code avant la fin de l'Ancien Régime.

On peut se demander pourquoi le gouvernement bernois, si bien renseigné par le sénateur Fischer, n'est pas intervenu plus nettement en faveur des sujets du Bas-Valais. C'est qu'il ne s'agissait pas du Bas-Valais seulement. Berne avait, en cette seconde moitié de l'année 1790, des difficultés analogues dans les campagnes vaudoises ; et les événements se précipitaient en France. Appuyer trop fermement les Bas-Valaisans contre les exactions des gouverneurs que leur envoyait le Haut-Valais, c'était peut-être ouvrir la porte aux idées nouvelles et à la Révolution, et cela, aucun gouvernement de l'Ancien Régime ne pouvait en assurer délibérément le risque.

⁸⁹ ACS XXI, pièce 8, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, signature autographe, Bex, samedi 18 décembre 1790.

⁹⁰ ACS XXI, pièce 10, lettre originale en allemand de Fischer au Conseil Secret, Bex, 24 décembre 1790.

APPENDICES

I

Exposition succincte et véritable des faits et abus dans le Bas-Valais

Les gouverneurs ne cherchent que d'amasser et d'attirer à eux tout ce qu'ils pouvaient nous ravir, par les vexations qu'ils nous ont fait éprouver, pour une ombre de prétexte de contravention aux lois ; or, n'est-ce pas pousser les vexations à toute outrance et rendre leur régime odieux, de demander jusqu'à 50 louis d'or pour un mensonge, soit une désobéissance, et en après rabattre jusqu'à la somme de 25 louis d'or, qu'un gouverneur s'est fait payer ? Un autre qui, sans avoir contrevenu à aucune loi souveraine, fut obligé de payer la somme de 17 louis d'or, qu'on lui prêtait tant seulement une désobéissance où il n'y avait pas ombre de faute ; or cependant pour une désobéissance on ne trouve nulle part des amendes, ce n'est que Messieurs les gouverneurs qui l'ont taxée pour l'ordinaire à 25 livres (*NB.* livres valaisannes soit gouldes), et plusieurs à des sommes beaucoup plus grandes ; mais ils ne s'inquiétaient non seulement de fixer l'amende de désobéissance à leur plaisir, mais encore ils faisaient peu de cas des lois et ordonnances souveraines : puisqu'entre deux amis qui jouaient aux cartes en buvant bouteille sans aller gros jeu, puisque c'était un passe-temps, on a châtié l'un de 5 louis d'or, et l'autre de 30 écus petits ; cependant les ordonnances ne portent que la somme de 25 livres, somme exorbitante pour de petits jeux. Il faut que plusieurs de ces Messieurs aient plus d'autorité que d'autres, puisque plusieurs demandent en despotes arbitrairement ce qu'il leur plaît, sans s'inquiéter des ordonnances d'un Souverain qui les a établis, et qui ne les exempte pas de l'obéissance et subordination aux lois. Car agir contre les privilèges d'un corps, et sans ombre de justice de châtier inhumainement deux particuliers qui n'avaient absolument point péché, c'est la conduite d'un vrai tyran ; car la bourgeoisie de St-Maurice, maîtresse des biens communs de son territoire et de sa banlieue, à teneur de ces titres, abergea à deux particuliers un district de terrain, et pour leur marquer la contenance elle envoya des personnes pour les toiser ; ce qu'ayant fait, ils y posèrent des limites ; ces limites ont été reconnues, par les mêmes personnes qui les avaient plantées, pour être telles et en même lieu qu'elles avaient été posées ; par conséquent n'ont point été remuées ; cependant, on les condamne à l'amende de 5 louis chacun, qu'on leur a fait payer, sans aucune plainte de par personne et sans aucun prétexte qu'une anticipation, détruite par la visite des limites qui ont été

trouvées au même lieu où on les avait plantées. Cependant nos louables Statuts nous font clairement connaître que, pour la poursuite de semblables délits, il faut une plainte, que celui qui la fait cautionne ; donc il ne pouvait pas châtier sans clame, et la bourgeoisie n'en pouvait faire aucune, n'y ayant rien eu de remué. En poursuivant, on trouve des choses aussi terribles : car on a fait payer 4 louis d'or à une pauvre femme veuve, pour avoir acheté d'une Savoyarde voyageante une petite nappe du prix de 8 batz, sans aucune plainte, sans soupçon que cette nappe eût été volée, sans aucune raison que la philosophique : *Stat pro ratione voluntas*. Ce n'est pas tout, puisqu'un gouverneur se fit payer la somme exorbitante de 50 louis d'un particulier, qui n'avait pas le sol à lui appartenant, pour avoir eu un différend avec son père, sans que personne n'ait porté plainte, quoiqu'il aurait été nécessaire dans ce cas, à teneur de nos statuts ; mais ce qui est plus terrible, c'est que ces 50 louis ont été pris sur les biens de la femme, ce qui est contre toutes les lois ; ce mari, autorisé de cette façon, a continué de manger le bien de sa femme, au point que, sans asile et sans pain, elle est obligée de mendier ; or nous ne trouvons aucune loi de 10, 20, 30 ni de 50 louis d'or.

La justice ne doit pas être vénale, mais elle doit être exercée selon le mérite de la cause et l'exigence des cas qui se rencontrent, et selon les lois et constitutions. Autrefois chassait qui voulait, depuis la St-Barthélemy à la St-Mathias, aujourd'hui tout est défendu, à moins que l'on n'achète la permission à un prix excessif ; à ce défaut on est châtié misérablement, comme on a fait dernièrement, que l'on a châtié un Allemand de 2 louis pour avoir tué un oiseau ; on demandait à un autre 50 écus petits pour avoir confessé d'avoir tué un lièvre ; mais comme cet homme n'avait rien, on s'est contenté de lui confisquer le lièvre, et lui a décampé. Autrefois on tirait 60 sols pour avoir rompu les arrêts ; aujourd'hui on a fait payer à un pauvre homme qui, sans infraction ni violence, s'est échappé, la somme de 25 louis d'or. Bien plus on l'avait mis aux arrêts pour ne vouloir pas confesser ce dont on l'accusait, quoiqu'il n'y eût point de preuves. Autrefois l'amende du sang était de 60 sols, que l'on a convertis en livres ; cependant dernièrement on a fait payer 50 louis à un homme pour avoir jeté une pierre à la tête d'un autre chez lui.

Si les gouverneurs trouvent que les amendes ne sont pas analogues aux crimes, nous trouvons que ce n'est pas au moyen des louis que l'on doit se rédimmer, mais que c'est en punissant la personne selon les ordonnances et l'exigence du cas. Autrefois, toutes les communautés qui ont des juges avaient droit de première instance ; aujourd'hui, sans égard à des droits aussi sacrés, ils s'attribuent tout et ils tâchent de convertir le tout en criminel. Bien plus, dernièrement on prétendait châtier le juge inférieur et les plaideurs, lorsqu'il arrivait que deux parties voulaient s'arranger ensemble, pour une question purement civile, sans la permission du gouverneur et sans lui payer les droits que l'on ne connaît pas chez les nations les plus barbares, comme on a fait à Saxon et Fully.

Autrefois, les marchands résidant dans un endroit ne payaient aucune permission et n'en prenaient aucune pour vendre leurs marchandises, pourvu qu'ils n'aient eu aucune marchandise prohibée par les ordonnances souveraines, comme était la mousseline et la dentelle, encore fallait-il

qu'elle fût d'un prix plus haut que d'un ducaton l'aune, mais non pour le reste. Les marchands étrangers seulement prenaient des permissions pour vendre dans le pays pendant d'autres jours que ceux de foires et marchés, qui étaient des jours francs pour tout le monde, et lesquels ne donnaient tout au plus que 5 à 6 baches environ. Cependant aujourd'hui il faut que tous les marchands, tant du pays qu'étrangers, prennent la permission, auxquels on demande jusqu'à 2 louis par chaque permission, à ce défaut on confisque tout.

De tout temps on a défendu de couper du bois au-dessus du château de St-Maurice, pour la garantie du château ; cependant depuis quelque temps on n'est plus scrupuleux, puisque plusieurs gouverneurs en ont coupé, et dernièrement surtout que l'on a fait une coupe considérable, dont les bois existent encore en partie, et ce que l'on peut voir d'ailleurs par les troncs des arbres coupés. Cependant il y avait 100 ducatons d'amende pour d'autres personnes, qui n'en coupaient point, mais qui en dévalaient du leur depuis Vérossaz en le traînant par le chemin, ainsi que pour celui qui en coupait. On fait payer à un pauvre homme la somme de 14 écus petits pour avoir mis des bois droits contre sa maison attenante au commun, sans les planter ni mettre en terre, et y avoir mis un cochon pour quelques mois dessous, sans l'avoir laissé seulement six mois, on l'accuse et condamne comme anticipateur pour cette seule cause.

La sortie des grains, que Messieurs avaient sagement défendue, a été punie rigoureusement dans plusieurs particuliers ; cependant plusieurs gouverneurs ont fait la contrebande, et surtout dernièrement que chaque étranger, pourvu quelques baches par mesure, pouvait sortir du grain autant que l'on voulait, puisqu'un seul particulier des environs de St-Maurice a eu un billet de permission pour en venir acheter 300 mesures dans et ensuite les sortir du pays. D'autres gouverneurs ont fait payer 20 écus pour la sortie d'un char et demi de graine d'Isérables que LL. EE. devaient avoir permis ; or, d'après une semblable permission, un gouverneur n'avait rien à exiger, s'il n'y avait rien eu de plus que la concession souveraine ne portait. La défense de la sortie des denrées n'a été qu'une augmentation de contrebande pour le gouverneur, puisque moyennant un bache par mesure de pommes de terre, on en pouvait sortir autant que l'on voulait ; et même à meilleur marché, puisqu'un particulier de St-Maurice en a passé un char de 40 mesures pour une livre de café. Or, pourquoi ce bache par mesure, si la sortie est défendue ? Cependant le Souverain est tranquille sur de si horribles conventions, qui procuraient un bon revenu aux gouverneurs, puisque lorsque l'on a sorti la commode du dernier après son départ, on a trouvé dans un secret d'icelle une somme de près de trois louis d'or, toute en pièces de cinq et dix batz de Berne, que l'on peut sans témérité soupçonner être le prix et le revenu en partie de la contrebande.

L'on ne saurait finir, si on racontait qu'un particulier vend à un autre de son village un bœuf, et cet autre le revend à l'instant à un Bernois ; or comme cet autre second n'avait rien, on n'a pas pu lui rien prendre, mais on a châtié le premier vendeur ; cependant ni l'un ni l'autre ne méritait punition, puisque dans les ordonnances il n'a jamais été défendu de vendre des bestiaux aux étrangers ; et d'ailleurs en vendant on ne fait point

contre la défense de sortie, pourvu que l'on n'aide pas à la faciliter ; le châtiment du premier n'a été que de la somme modique de 7 louis d'or. La même chose est arrivée à un second du même village, qui a vendu chez lui et reçu l'argent chez lui, cependant il a été châtié.

Avant d'achever on ne peut taire ce qui arriva à trois maçons, qui portaient chacun un pain à Bex pour eux à leur travail ; on les arrêta au pont, on les fit monter au château, où le gouverneur les châtia chacun du montant de . . . , et un qui n'avait point d'argent sur lui fut obligé de se constituer aux arrêts jusqu'à ce que son maître fût arrivé et payât pour le faire sortir. On ne peut passer sous silence ce qui arriva à un brave homme de Bex, qui tient un bien en admodiation dans le pays du Valais : il portait en plein jour deux mesures de grain du cru de la ferme qu'il tient, on l'arrêta et on le fit monter au château, où on lui demanda où il portait ce blé ; il dit qu'il le portait à sa tisserande en paiement ; tout aussitôt on lui dit que c'était défendu et qu'il était au ban de 25 louis, mais que s'il voulait être brave, qu'on lui ferait des grâces ; elles étaient bien faciles à faire, puisque cet homme n'avait point péché, car il était maître de transporter les fruits de sa ferme chez lui à Bex sans aucun empêchement, tout comme ceux de St-Maurice portent chez eux le produit de leurs biens qu'ils ont rière la juridiction de LL. EE. de Berne ; en second lieu, cet homme ne faisait point la contrebande, puisqu'il y allait sans malice et sans fraude, donc aux portes on devait lui dire que cela était défendu, et le renvoyer ; car tous ceux qui se présentent avec des choses prohibées ne sont point contrebandiers, s'ils ne cherchent point à frauder, s'ils se retirent aussitôt après l'avertissement, comme l'on voit ailleurs, et même chez nos chers voisins.

Dans le Valais, on ne connaît aucune ordonnance, aucun ban, contre les plaideurs téméraires ; cependant un gouverneur a su faire convenir une personne de lui donner 20 louis pour ce seul motif. On ne pourrait manquer de faire mention que Messeigneurs auraient accordé à un fabricant la permission de sortir des chandelles de sa fabrique, après toutefois que le pays en serait fourni, et surtout en cas qu'il amène des graisses de l'étranger ; cependant un gouverneur, sans égard aux graisses qu'il entraînait dans le pays, ne voulait point lui laisser sortir de chandelles sans capituler avec lui ; on est obligé de croire que ces gouverneurs étaient au-dessus du Souverain, puisqu'ils n'avaient point de respect pour les concessions souveraines.

En un mot, on ne finirait pas, s'il fallait faire l'histoire apologique du régime indigeste de plusieurs gouverneurs, qui, selon leur conduite, font penser que leur religion était celle du ministre de Pluton. Nonobstant tous ces écarts et cette marche aussi odieuse qu'inique, le peuple de la châtellenie de St-Maurice était toujours dans la plus grande tranquillité, gémissant comme des portefaix sous un joug aussi tyrannique, n'a jamais pensé et ne pense pas encore à aucun soulèvement contre son gracieux Souverain, de qui il espère être favorablement écouté, et qui, par de nouvelles lois et constitutions que l'on réduira en code, soulagera son peuple chéri, ainsi qu'il a été qualifié dans plusieurs lettres, des vexations et maux qu'il a soufferts jusqu'à ce jour . . .

(ACS XIII, pièce 103, copie. — Les dernières lignes de ce texte sont citées au bas de la p. 114.)

II

Déclaration des communes de St-Maurice et du Val d'Illiez contre les fauteurs de désordre à St-Maurice

Le président des assemblées de ce gouvernement, noble Jean de Vantéry, capitaine général, et autres principaux chefs se trouvant en représentation devant notre gracieux Souverain, ont été assemblés par-devant M. Jean-François Dominge, syndic de Monthey, gérant en leur absence les affaires du gouvernement, les députés de chaque communauté, savoir pour Monthey M. l'officier Guillot et M. l'abbé Durier pour le gouvernement, lesquels délibérant sur ce qui est arrivé à St-Maurice dans la nuit du 28 au 29 septembre dernier, désirant vivement empêcher tous nouveaux désordres sur la promesse juramentale contractée avec la châteltenie de St-Maurice, ont résolu d'aller tous en corps auprès du peuple de toute la châteltenie de St-Maurice, pour intimer et faire intimer par les officiers locaux de la dite châteltenie :

1. Que tout le gouvernement de Monthey, fidèle à l'observation du serment qu'il a prêté, fera toutes démarches nécessaires pour connaître et découvrir les chefs et autres, qui se sont trouvés à la bagarre de St-Maurice dans la nuit du 28 au 29, qu'on peut véritablement regarder comme une infraction à notre serment et un attentat à la sûreté publique, qui est très préjudiciable à la cause commune ; que tous les coupables seront saisis et punis par toutes les rigueurs des lois.

2. Que le gouvernement de Monthey leur déclare que, s'il arrive de nouveaux désordres à St-Maurice, toutes les paroisses du gouvernement de Monthey unies emploieront toutes les rigueurs nécessaires pour contenir le peuple, pour empêcher tout désordre et saisir les coupables, pour les punir selon les lois.

3. Tous ceux qui dorénavant soutiendront opiniâtrement, dans les assemblées et ailleurs, qu'il ne faut plus payer les capitaux dus, les fiefs, dîmes et autres choses qui sont dues de droit, de même que ceux qui tiennent des discours contre la justice, la droiture et la religion d'un vrai chrétien, des propos insidieux, seront saisis et détenus en prison, jusqu'après définition de la circonstance actuelle des affaires.

4. Quiconque à l'avenir sera convaincu d'avoir occasionné un tumulte sera responsable de tous les frais qu'il aura causés, aussi bien que des frais dès le 28 au 29 septembre dernier.

Délibéré à Monthey dans la maison du dit président, le 1^{er} octobre 1790. Copie conforme. Signé : Vanay, secrétaire.

(ACS XIII, pièce numéro 78, copie.)

III

A Leurs Excellences les Hauts, Puissants et Souverains Seigneurs,
l'Avoyer et Conseils de la République de Berne, à Berne.

Hauts, Puissants et Souverains Seigneurs,

La lettre que Vos Excellences ont eu la bonté de nous adresser étant arrivée ici dans le moment où la plupart de nos députés étaient envoyés auprès de notre Souverain, nous avons été obligés d'attendre leur retour pour y répondre, et c'est le motif qui a retardé si longtemps les remerciements respectueux que nous Leur devons pour les expressions pleines de bonté avec lesquelles Elles ont bien voulu nous témoigner l'intérêt qu'Elles prennent à notre bonheur et à notre bien-être. Veuillez bien, Hauts et Puissants Seigneurs, ne pas douter de toute la reconnaissance dont notre peuple est pénétré pour d'aussi gracieuses assurances ; nous osons croire que, si nos démarches sont connues de Vos Excellences, Elles n'y auront rien trouvé qui puisse nous faire perdre Leur bienveillance, et qu'à part l'instant où quelques particuliers, égarés par des ressentiments peut-être trop provoqués, se sont portés à de coupables excès contre la personne du représentant de nos Souverains Seigneurs, tout dans notre conduite subséquente a prouvé que nous connaissions l'étendue de nos devoirs envers notre Souverain légitime, que nous voulions les remplir, et que nos représentations ne tendaient qu'à les concilier avec la suppression des abus, l'extinction du pouvoir arbitraire, le rétablissement et la conservation de nos anciens privilèges. Si nous avons insisté pendant quelque temps sur l'abolition des places de gouverneurs, c'est que cette magistrature était devenue odieuse par la manière dont elle rendait la justice, et que nos Souverains Seigneurs ne nous avaient pas défendu formellement d'y insister. Nous n'avons jamais entendu par là Leur enlever aucun droit de souveraineté, ni refuser d'admettre Leurs représentants dans le Bas-Valais. On demandait seulement que ces représentants fussent préposés pour la perception des revenus de l'Etat, pour être témoins de notre fidélité et veiller à ce que l'ordre public ainsi que le respect pour les lois fussent conservés ; mais que pour l'administration de la justice, elle fût laissée à des juges nommés par les peuples et qui eussent prêté serment au Souverain, à l'exemple de plusieurs bailliages suisses, où pareille constitution est établie sans inconvénient. Nous osons espérer, très Hauts et très Puissants Seigneurs, que cette demande n'aura pas été envisagée par Vos Excellences comme un attentat aux droits de nos Maîtres. C'était à titre de grâce qu'on la leur faisait, et aussitôt qu'ils ont manifesté formellement leurs volontés à cet égard, on y a renoncé sans murmure et proposé d'autres moyens qui pussent tranquilliser la génération présente et les futures sur l'abus que les officiers du Souverain et leurs subalternes pourraient faire de Leur autorité dans les temps à venir.

Nous ne doutons point, Hauts et Puissants Seigneurs, que la teneur de nos dernières demandes ne soit connue de Vos Excellences, et nous croyons aussi qu'Elles n'y auront vu que des intentions droites et pures : ce sont les sentiments qui nous ont tous animés dans cette circonstance. Il serait bien

doux pour nous de pouvoir nous livrer à la flatteuse idée que vos Excellences n'ont rien trouvé de répréhensible dans notre conduite et qu'Elles sont prêtes à nous accorder Leurs bons offices auprès de notre gracieux Souverain, pour obtenir de lui son acquiescement à des demandes qui nous paraissent toutes fondées sur la raison et nos droits, demandes faites uniquement en vue de faire renaître dans le cœur des peuples cette confiance en l'administration, cet attachement à l'autorité légitime, qui peuvent seuls établir une domination sur une base durable et rouvrir les sources du bonheur et de la prospérité publique.

Que d'actions de grâces, Hauts et Puissants Seigneurs, ne devrions-nous pas à Vos Excellences, si Leur médiation et Leurs bontés devaient nous procurer d'aussi précieux avantages. Elles en seraient récompensées par la douce satisfaction d'avoir fait des heureux et par les bénédictions que nos arrière-neveux donneraient à Leurs mémoires.

Nous avons l'honneur d'être, avec la plus vive reconnaissance et le plus profond respect, Hauts, Puissants et Souverains Seigneurs, de Vos Excellences les très humbles et très obéissants serviteurs,

de Vantéry, capitaine général,
au nom et de l'ordre du gouvernement de Monthey.
Quartéry, au nom de la châteltenie de St-Maurice.

A Monthey, ce 18 d'octobre 1790.

(ACS XIII, pièce numéro 94, original en français.)

IV

Lettre pastorale de l'évêque de Sion

Nous Joseph-Antoine Blatter, élu évêque de Sion, comte et préfet du Haut et Bas-Valais, prince du Saint-Empire, etc.

A vous Messieurs le châtelain, syndics et Conseil de la Châteltenie de St-Maurice, salut et bénédiction en Notre-Seigneur.

La situation affligeante de la chère patrie étant de nature à exciter notre sollicitude pastorale envers le troupeau qui nous est confié, nous avons cru devoir faire parvenir à nos chères brebis ces dernières exhortations apostoliques à la soumission et à un retour en eux-mêmes, pour éviter le mal qui les menace et que l'obstination pourra provoquer et rendre inévitable. Ah ! mes chers peuples, ne présumez pas à perte de pouvoir vous soustraire

à l'autorité légitime, ne pensez jamais à la proscription ou suppression des gouverneurs ; mais hâtez-vous plutôt à recueillir les fruits de la bienfaisance de votre Souverain. Ressouvenez-vous des leçons de la sagesse éternelle qui dit : « Que toute âme soit soumise aux puissances supérieures, car toute puissance vient de Dieu, et ceux qui lui résistent se dévouent à la damnation. »

Ne vous laissez donc pas séduire par des esprits de dissension, qui couvrent leur malice du voile de la liberté, mais rendez l'honneur et la soumission à qui vous la devez, rendez-la aux représentants de votre Souverain, à qui vous la devez en conséquence des institutions les plus anciennes et fondamentales de cet Etat et de tant d'autres qui nous environnent. Considérez et contentez-vous des assurances paternelles que vous a déjà accordées le Souverain gracieux, en réprimant sans délai cet abus dont vous aviez à vous plaindre, en abrogeant les peines arbitraires et en prévenant même vos vœux par la confection d'un code pénal. Ne comprenez-vous pas que la concession plénière des quarante articles désirés ne laisserait au Souverain que les apparences et le titre de souveraineté, pendant que les sujets s'en approprieraient l'exercice ? Ne craignez-vous pas qu'en persistant sur une demande de cette nature, vous devez encourir l'indignation de votre Souverain plus puissant, qui se met en état et se prépare à contenir des sujets dans les devoirs de la fidélité ? Ne voyez-vous pas que vous serez enfin la victime du système pernicieux qui, tendant à renverser l'autorité légitime, vous exposera à la merci d'une triste vengeance ?

Conjurez, mes chers peuples, conjurez donc avec nous le Seigneur, que dans sa colère il se souvienne de sa miséricorde, de pardonner à son peuple, de ne pas abandonner aux fléaux terribles un héritage qui lui fut en général toujours si cher. Réunis de cœur et par des prières publiques et ferventes, suivies de la bénédiction du saint Sacrement, que vos pasteurs vous accorderont de notre mandement, demandons au Ciel l'esprit de sagesse et d'intelligence, l'esprit de conseil, d'humilité, de piété et de crainte de Dieu, l'esprit de justice et de paix. Chers peuples, nous vous exhortons, en qualité d'évêque, de répondre à nos intentions, et vous serez convaincus que nos avis n'ont cherché que votre bonheur et la prospérité de votre Etat. Nous espérons recevoir en peu vos sentiments et aveux à ce sujet, pour savoir nous intéresser paternellement selon mérite à la pacification.

Voulons que le présent monitoire soit communiqué selon son adresse et rendu public par voies des cries ordinaires prochaines.

En foi, donné de notre résidence à Sion, ce 28^e 8^{bre} 1790.

Joseph-Antoine, élu évêque de Sion.

(ACS XIII, pièce numéro 120, copie.)

V

Lettre du Bas-Valais aux Cantons

Aux Illustres, Hauts et Puissants Souverains Seigneurs Avoyers, Landammans et Conseils des Louables Cantons de Berne, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald, Zoug, Fribourg et Soleure, à Berne.

Très Illustres, très Magnifiques et très Puissants Souverains Seigneurs !

Nous avons vu avec la plus vive reconnaissance, par la lettre paternelle que Vos Excellences ont daigné nous adresser, l'intérêt qu'Elles voulaient bien prendre à notre sort. Nous osons d'autant plus compter sur la continuation de Leurs bontés envers nous, qu'Elles auront pu se convaincre que nos sentiments étaient tels qu'Elles désiraient, par la démarche pleine de confiance et de soumission que nous avons faite auprès de notre Souverain. Nous espérons fermement que les nouvelles preuves que nous venons de lui donner de notre fidélité et de notre obéissance auront justifié à ses yeux les motifs qui nous animaient et nous obtiendront le retour de ses bontés.

Nous nous reposons désormais entièrement sur les assurances gracieuses et paternelles qu'il veut bien nous donner de travailler à écarter tout ce qui peut troubler notre bonheur, et nous nous flattons que la manifestation de nos sentiments nous assurera aussi l'avantage inestimable de Votre bienveillance et de Votre gracieuse recommandation auprès de nos Souverains Seigneurs.

Nous ne saurions assez vous remercier de l'assurance que Vous avez bien voulu nous en donner, et ne cesserons d'adresser au Seigneur des vœux pour la prospérité du Louable Corps Helvétique et la conservation de la personne de Vos Excellences en particulier.

Nous avons l'honneur d'être avec le plus profond respect, Très Illustres, très Magnifiques, très Puissants Souverains Seigneurs, de Vos Excellences les très humbles et très obéissants serviteurs.

de Vantéry au nom du gouvernement de Monthey.
Quartéry au nom de la châtellenie de St-Maurice.

Le 30. 9^{bre} 1790.

(ACS XIII, pièce numéro 16, original en français.)